



Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T4 2018

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2018 (le rapport de gestion de 2018) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour les secteurs Services bancaires de détail au Canada, Services bancaires de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2019 » et pour le secteur Siège social, à la rubrique « Orientation pour 2019 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2019 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « objectif », « cible », « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque associé aux écarts de taux), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses priorités stratégiques à court et à long terme, notamment réaliser des acquisitions et des plans stratégiques; la capacité de la Banque de recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres, les directives réglementaires en matière de liquidité et le régime de recapitalisation interne de la banque; l'exposition aux litiges et aux affaires réglementaires d'envergure; la concurrence accrue de la part de concurrents bien établis et non traditionnels, y compris de la concurrence d'entreprises de technologie financière et autres grands concurrents technologiques; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2018, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants et acquisitions en cours » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/fr. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2018 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour les secteurs Services bancaires de détail au Canada, Services bancaires de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2019 » et pour le secteur Siège social, à la rubrique « Orientation pour 2019 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

1. **Groupe Banque TD**
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Nos secteurs d'activité

Services de détail au Canada

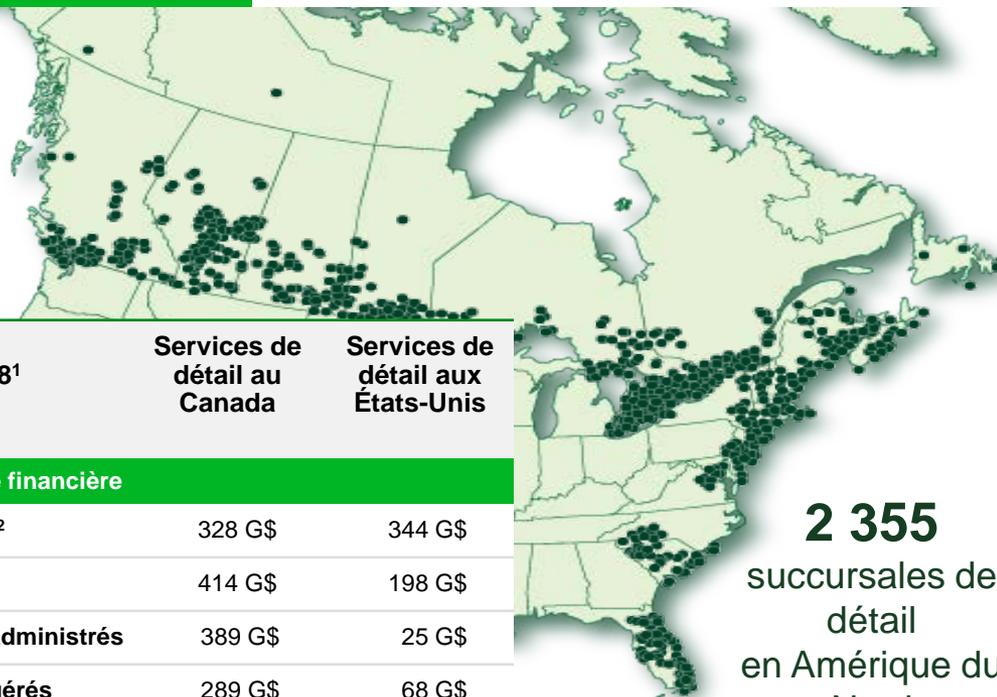
- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux PME
- Placements directs, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurances : habitation, dommages, vie et soins médicaux

Services de détail aux États-Unis

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux PME
- Services bancaires aux grandes entreprises et services bancaires spécialisés
- Services bancaires privés de gestion de patrimoine
- Relation stratégique avec TD Ameritrade

Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, y compris New York, Londres et Singapour



2 355
succursales de
détail
en Amérique du
Nord

T4 2018 ¹ (\$ CA)	Services de détail au Canada	Services de détail aux États-Unis
Solidité financière		
Dépôts ²	328 G\$	344 G\$
Prêts ³	414 G\$	198 G\$
Actifs administrés	389 G\$	25 G\$
Actifs gérés	289 G\$	68 G\$
Résultat ⁴	7,2 G\$	4,2 G\$
Info réseau		
Employés ⁵	39 283	27 015
Clients	>15 millions	>9 millions
Succursales	1 098	1 257
GAB	3 394	2 655
Utilisateurs des services mobiles	4,7 millions	3 millions



15
bureaux de
Valeurs Mobilières
TD à l'échelle
mondiale

1. Le T4 2018 correspond à la période allant du 1^{er} août 2018 au 31 octobre 2018.
 2. Le total des dépôts est établi en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au T4 2018. Les dépôts des activités de détail aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade (IDA); les dépôts des activités de détail au Canada comprennent les dépôts de particuliers, d'entreprises et de gestion du patrimoine.
 3. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au T4 2018.
 4. Pour les quatre trimestres consécutifs se terminant par le T4 2018.
 5. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au T4 2018.

La TD souhaite se distinguer de ses pairs en proposant une marque différente – une marque ancrée dans son modèle d'affaires éprouvé et animée par son désir de donner à ses clients, à ses collectivités et à ses collègues la confiance nécessaire pour prospérer dans un monde en constante évolution.



Modèle d'affaires éprouvé

Assurer une croissance constante des résultats, soutenue par une solide culture de gestion des risques

- Diversification et portée
- Solidité du bilan
- Sécurité et confiance



Axés sur des objectifs

Centrer tout ce que nous faisons sur notre vision, notre but et nos engagements communs

- Clients
- Collectivités
- Collègues



Tournés vers l'avenir

Imaginer les services bancaires de demain à l'ère du numérique

- Omnicanal
- Opérations modernisées
- Innovation

Cette stratégie est mise de l'avant par le cadre de travail de la TD, qui façonne notre culture et guide notre comportement dans la mise en œuvre de notre stratégie d'être un chef de file des services bancaires de détail au Canada, une figure de premier plan des services bancaires de détail aux États-Unis et un acteur important des services bancaires de gros, aligné sur nos activités de détail.

Cadre de travail de la TD

S'approprier
l'avenir



Vision
Être une meilleure banque

But
Enrichir la vie de nos clients, de nos collectivités et de nos collègues

Cadre de travail de la TD

Engagements communs

Penser comme un client; offrir une expérience légendaire et des conseils judicieux

Agir en propriétaire responsable; diriger avec intégrité pour stimuler les résultats d'affaires et contribuer aux collectivités

Exécuter avec rapidité et efficacité; prendre seulement les risques que nous comprenons et que nous pouvons gérer

Innover pour atteindre nos buts; simplifier notre façon de travailler

Favoriser le perfectionnement de nos collègues; prôner la diversité et nous respecter les uns les autres

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants



Statistiques du pays



- 10^e économie mondiale
- PIB réel de 1 900 G\$ CA
- Population de 37 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- L'un des systèmes bancaires les plus solides au monde¹
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent plus de 74 % du marché des hypothèques résidentielles²
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété

Activités de la TD au Canada

- Réseau de 1 098 succursales et de 3 394 GAB³
- Globalement, part de marché de 21 %
- Au 1^{er} ou 2^e rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail⁴
- Services complets de gestion de patrimoine offrant d'importantes occasions d'approfondir les relations avec les clients
- Parmi les deux plus grands courtiers en placement au Canada

Statistiques du pays



- Première économie mondiale
- PIB réel de 18 600 G\$ US
- Population de 329 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Plus de 5 400 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché⁶
- La valeur de l'actif des cinq banques les plus importantes équivaut à près de 40 % de l'économie américaine⁶
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Activités de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 257 succursales et de 2 655 GAB³
- Activités exercées dans 4 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays et dans 7 des 10 États les plus riches⁵
- Activités exercées dans un marché des dépôts d'une valeur de 1 900 G\$ US⁶
- Accès à près de 110 millions de personnes aux endroits où la TD exerce ses activités⁷
- Expansion des services bancaires de gros aux États-Unis; présence à New York et à Houston

1. Rapports sur la compétitivité mondiale 2008-2018, Forum économique mondial.

2. Comprend les titrisations. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

3. Le nombre total de GAB comprend les GAB en et hors succursale, les GAB mobiles et les GAB de la TD.

4. Le classement quant à la part de marché se fonde sur les données les plus à jour provenant du BSIF pour les dépôts et les prêts personnels en date d'août 2018, du rapport Nilson pour les cartes de crédit en date de décembre 2017, de l'Association des banquiers canadiens pour le crédit garanti par des biens immobiliers en date de juin 2018, de l'Association des banquiers canadiens pour les dépôts et les prêts d'entreprises en date de mars 2018 et de Strategic Insight pour les actifs, les opérations de négociation et le revenu de Placements directs en date de juin 2018.

5. La richesse d'un État est fondée sur le revenu des ménages médian actuel.

6. D'après le répertoire des institutions et le Sommaire des dépôts de 2017 de la FDIC (dépôts plafonnés à 500 millions de dollars dans tous les comtés aux États-Unis où la TD offre des services bancaires).

7. Population dans chacune des régions métropolitaines statistiques aux États-Unis où la TD offre des services bancaires.

Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord



T4 2018 \$ CA, sauf indication contraire		Classement au Canada ⁴	Classement en Amérique du Nord ⁵
Total de l'actif	1 335 G\$	1 ^{re}	5 ^e
Total des dépôts	851 G\$	1 ^{re}	5 ^e
Capitalisation boursière	133,5 G\$	2 ^e	6 ^e
Résultat net comme présenté (<i>quatre derniers trimestres</i>)	11,3 G\$	2 ^e	5 ^e
Résultat net rajusté¹ (<i>quatre derniers trimestres</i>)	12,2 G\$	S. O.	S. O.
Effectif moyen en équivalence temps plein	86 588	2 ^e	6 ^e
Ratio des CP attribuables aux AO de première catégorie²	12,0 %	1 ^{re}	1 ^{re}
Notes attribuées par Moody's aux créances de premier rang³	Aa3	S. O.	S. O.

1. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR; les résultats sont alors appelés « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés), pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et mesurer son rendement global. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats et du rapport de gestion de la Banque pour le quatrième trimestre de 2018 ainsi que du rapport de gestion de la Banque de 2018 pour obtenir de plus amples renseignements, les résultats comme présentés, une liste des éléments à noter et une conciliation des mesures non conformes aux PCGR. Éléments à noter pour les quatre derniers trimestres : Effet résultat de la réforme fiscale aux États-Unis de 392 millions de dollars après impôt; charges liées à la transaction Scottrade de 188 millions de dollars après impôt; amortissement d'immobilisations incorporelles de 269 millions de dollars après impôt.

2. Voir la note 1 de la diapositive 23.

3. Sous réserve de la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne des banques. Note attribuée aux créances de premier rang de La Banque Toronto-Dominion, au 31 octobre 2018. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.

4. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, BNC et CIBC). D'après les résultats des pairs, à l'exception de BMO, pour le T4 2018 clos le 31 octobre 2018. Les résultats de BMO sont ceux du T3 2018, car ceux du T4 2018 ne sont pas encore publiés.

5. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Homologues aux États-Unis : les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les trois plus grandes banques super-régionales (WFC, PNC, USB), d'après les résultats pour le T3 2018 clos le 30 septembre 2018.

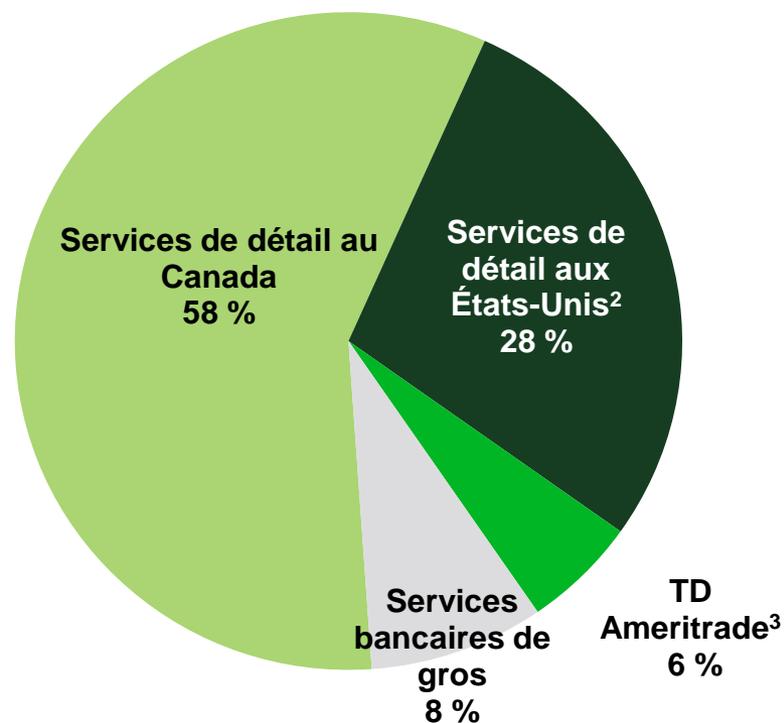
Diversification des activités



Trois grands secteurs d'activité

- **Services de détail au Canada**
Plateforme solide assurée par les services de détail au Canada et rendement démontré
- **Services de détail aux É.-U.**
Parmi les 10 principales banques aux États-Unis⁴, avec des occasions de croissance interne considérables
- **Services bancaires de gros**
Courtier nord-américain privilégiant les activités axées sur la clientèle

Répartition des résultats comme présentés pour l'exercice 2018¹



1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le résultat du secteur Siège social est exclu.

2. Aux fins de communication de l'information financière, le secteur des Services bancaires de détail aux États-Unis comprend TD Ameritrade, mais cette dernière est présentée séparément ici à titre indicatif.

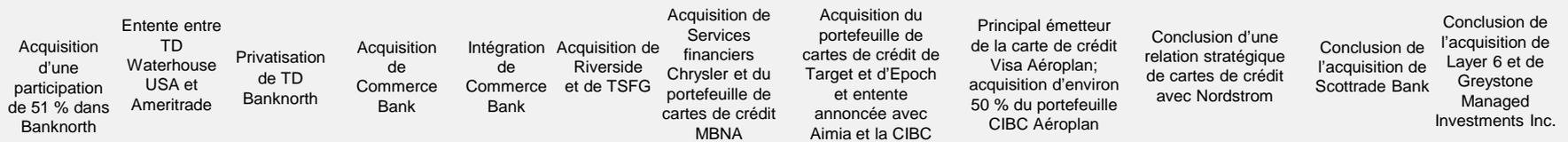
3. Participation déclarée de la TD de 41,61 % dans TD Ameritrade au 31 octobre 2018 (41,27 % au 31 octobre 2017).

4. Basé sur le total des dépôts au 31 décembre 2018. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.

Plateforme en croissance, à l'échelle nord-américaine



Accent croissant sur les activités de détail



2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018

Abandon de certains produits (produits structurés, produits de crédit aux non-clients de la TD, opérations pour compte propre)

Partenariat avec TD Bank, America's Most Convenient Bank pour élargir les activités aux États-Unis

Obtention du statut de courtier principal aux États-Unis¹

Participation dans le plus important PAPE au Canada en 14 ans et dans l'un des plus importants placements d'obligations de l'histoire au Canada²

Élargissement de la gamme de produits offerts aux clients des É.-U. et accroissement de notre présence dans le secteur de l'énergie à Houston

Acquisition d'Albert Fried & Company, un courtier en valeurs mobilières établi à New York

Toujours parmi les deux plus grands courtiers au Canada³

De courtier traditionnel à courtier axé sur la clientèle

1. Les principaux courtiers agissent en tant que contreparties aux opérations de la Réserve fédérale de New York dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web <https://www.newyorkfed.org/>

2. Projet Muskrat Falls de Nalcor Energy (placement d'obligations de 5 G\$ CA) et PrairieSky Royalty (PAPE de 1,7 G\$ CA). Consultez la section « Points saillants de l'analyse des secteurs d'exploitation des Services bancaires de gros » du Rapport annuel 2014 de la Banque.

3. Classée n° 2 pour la négociation de blocs de titres : opérations sur des blocs de titres selon la valeur, sur toutes les bourses canadiennes. Source : IRESS; Classée n° 1 pour la négociation de blocs de titres : opérations sur des blocs de titres selon le nombre de contrats, sur la Bourse de Montréal. Source : Bourse de Montréal; Classée n° 2 pour la souscription d'obligations d'État et de sociétés : exclusion faite des demandes autodirigées de banques locales et des demandes de cartes de crédit, crédit en prime pour le chef de file. Source : Bloomberg; Classée n° 1 pour les prêts syndiqués : volume des ventes attribué proportionnellement entre les teneurs de comptes. Basé sur une moyenne mobile de douze mois. Source : Bloomberg; Classée n° 1 pour les acquisitions et fusions d'entreprises annoncées : cibles canadiennes. Basé sur une moyenne mobile de douze mois. Source : Thomson Reuters; Classée n° 1 pour la prise ferme d'actions (crédit total accordé au chef de file teneur de livres). Source : Bloomberg. À moins d'indication contraire, tous les classements sont pour l'année civile en cours, au 31 octobre 2018. Les classements tiennent compte de la position de Valeurs Mobilières TD parmi les homologues canadiens sur les marchés de produits canadiens.

Expérience connectée



Stratégie cohérente

Nos avantages concurrentiels

- Une expérience qui favorise une interaction fluide entre le client et l'ensemble de l'entreprise.
- Un centre d'excellence de pointe consacrée à la conception de l'expérience, qui nous permet de créer de riches expériences pour nos clients et collègues.
- Des capacités numériques qui permettent à nos employés de créer une valeur pour l'entreprise et d'interagir en toute confiance avec les clients.
- La modernisation des plateformes qui nous permettent de surpasser les attentes de nos clients de manière plus agile.

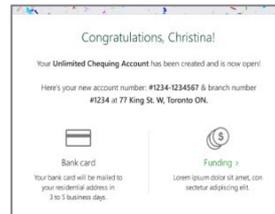
Faits saillants du T4 2018

>12,5 MILLIONS
DE CLIENTS ACTIFS
DES SERVICES
NUMÉRIQUES

~4,7 MILLIONS
D'UTILISATEURS
DES SERVICES
MOBILES AU
CANADA

~3,0 MILLIONS
D'UTILISATEURS
DES SERVICES
MOBILES AUX
ÉTATS-UNIS

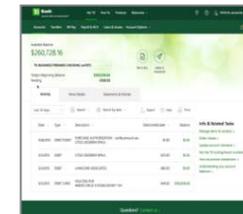
Améliorations numériques



Plateforme de demandes simplifiées – offre une expérience optimisée et mobile d'ouverture de compte en ligne de premier plan pour certains comptes pour lesquels il n'est plus nécessaire de se rendre en succursale



Service d'assistance hypothécaire – utilise la technologie de géolocalisation pour mettre les clients en contact avec un spécialiste hypothécaire mobile disponible à proximité



Plateforme de service numérique de nouvelle génération – conçue pour rendre les opérations bancaires plus faciles à faire et plus sécuritaires pour les clients des services en ligne et mobiles aux États-Unis



Code de vérification à usage unique – simplifie l'expérience client, améliore la sécurité et réduit la fraude

Une meilleure banque



LA
PROMESSE
PRÊTS À AGIR

La promesse Prêts à agir : Cible de 1 milliard de dollars en dons à la collectivité d'ici 2030

La promesse Prêts à agir vise

**1 milliard de dollars
d'ici 2030**

Ouvrir les portes
à un avenir plus inclusif



Sécurité financière



Planète dynamique



Collectivités inclusives



Meilleure santé



Fait saillant au T4 : Versement de **10 millions de dollars** en subventions pour l'innovation sociale à des organismes communautaires dans le cadre du défi TD Prêts à agir

Responsabilité sociale de l'entreprise

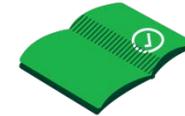


Faits saillants

- **L'engagement de réduction des émissions de carbone de la TD s'établira à 100 milliards de dollars d'ici 2030** afin d'appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, de favoriser l'innovation, d'accélérer l'adoption des technologies d'énergie renouvelable et d'encourager la compréhension et le dialogue.
- La TD fait partie d'un groupe de 16 banques mondiales participant au Programme des Nations Unies pour l'environnement – Initiative financière (PNUE-IF) en vue de mettre à l'essai les recommandations du groupe de travail du Conseil de stabilité financière chargé d'éclaircir les **informations sur les risques financiers liés au climat**.
- **La TD a émis 1 G\$ US d'obligations vertes en 2017**, l'une des plus importantes émissions d'obligations vertes par une banque. Valeurs Mobilières TD a participé à la prise ferme de plus de 15 G\$ d'obligations vertes depuis 2010.
- **82 % des employés affirment être engagés** au travail, et 85 % des employés affirment être fiers de travailler pour la TD.
- La TD est **reconnue** par des agences de notation externes, dont l'indice Bloomberg sur l'égalité des sexes, le Great Place to Work Institute et DiversityInc.
- **La TD obtient un excellent rendement dans de nombreux indices de durabilité**, dont l'indice de durabilité Dow Jones, l'indice FTSE4Good, Sustainalytics et l'indice CDP.
- **La gestion du risque est intégrée** dans la culture et la stratégie de la TD; nous prenons seulement les risques que nous comprenons et que nous pouvons gérer.



Engagement à hauteur de 100 G\$ d'ici 2030 pour appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone



Premier signataire des PRI de l'ONU et membre du PNUE-IF



Premier preneur ferme d'obligations vertes parmi les banques canadiennes



Première certification WELL au monde en vue de rehausser le bien-être au travail



39 % de femmes à la haute direction au Canada



Plus de 300 000 arbres plantés dans le cadre des Journées des arbres TD depuis 2010



Première banque nord-américaine carboneutre engagée à s'approvisionner à 100 % en énergie renouvelable



Banque canadienne la mieux cotée au classement des banques les plus sûres au monde du magazine *Global Finance*



Investissements communautaires de 116 M\$ en 2018 dans des organismes à but non lucratif en Amérique du Nord et au Royaume-Uni

1. Groupe Banque TD
- 2. Faits saillants financiers**
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

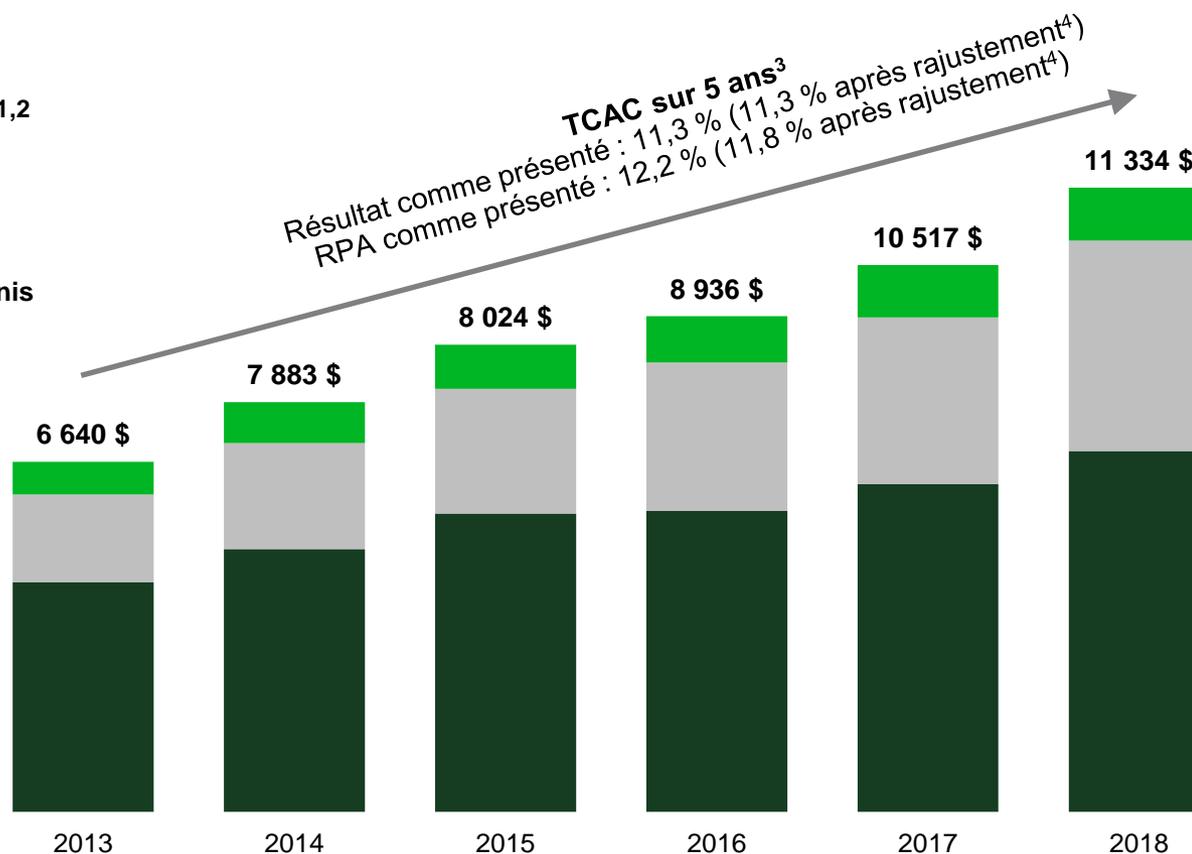
Croissance stable des résultats



Objectif de croissance du RPA rajusté à moyen terme⁴ de 7 % à 10 %

Résultat comme présenté^{1,2}
(en M\$ CA)

- Services bancaires de gros
- Services de détail aux États-Unis
- Services de détail au Canada



1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le résultat du secteur Siège social est exclu.
 2. Au T1 2014, les secteurs des activités de détail ont été réorganisés et correspondent désormais aux Services bancaires de détail au Canada et aux Services bancaires de détail aux États-Unis. La réorganisation des secteurs, l'adoption des nouvelles normes IFRS et de leurs modifications ainsi que l'incidence du dividende en actions déclaré le 5 décembre 2013 ont été appliquées rétroactivement aux résultats de 2012 et de 2013.
 3. Taux de croissance annuel composé (TCAC) pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2018.
 4. Voir la définition des résultats rajustés à la note 1 de la diapositive 8.

Faits saillants du T4 2018



Total des résultats comme présentés par la Banque (sur 12 mois)

RPA en hausse de 11 %

- RPA rajusté en hausse de 20 %¹

Produits en hausse de 9 %

Charges en hausse de 11 %

PPC en hausse de 19 % sur 3 mois

Résultat comme présenté par secteur (sur 12 mois)

Résultat des Services de détail au Canada en hausse de 5 %

Résultat des Services de détail aux États-Unis en hausse de 44 % (en hausse de 40 % après rajustement)¹

Résultat des Services bancaires de gros en hausse de 24 %

Faits saillants financiers – M\$

Comme présenté	T4 2018	T3 2018	T4 2017
Produits	10 122	9 885	9 270
PPC	670	561	578
Charges	5 352	5 117	4 828
Résultat net	2 960	3 105	2 712
RPA dilué (\$)	1,58	1,65	1,42

Rajusté ¹	T4 2018	T3 2018	T4 2017
Résultat net	3 048	3 127	2 603
RPA dilué (\$)	1,63	1,66	1,36

Résultat par secteur – M\$

T4 2018	Comme présenté	Rajusté ¹
Services de détail ²	2 855	2 880
<i>Services de détail au Canada</i>	1 741	1 741
<i>Services de détail aux États-Unis</i>	1 114	1 139
Services bancaires de gros	286	286
Siège social	(181)	(118)

1. Voir la note 1 de la diapositive 8. Éléments à noter pour le quatrième trimestre : amortissement d'immobilisations incorporelles de 53 millions de dollars après impôt.

2. Les Services de détail sont composés des secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis. Voir le communiqué de presse sur les résultats du quatrième trimestre de 2018 et le rapport de gestion 2018 de la Banque.

Portefeuille de prêts de grande qualité



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

	T3 2018	T4 2018
Portefeuille des Services de détail au Canada	409,1 \$	416,7 \$
Services bancaires personnels	335,1 \$	341,1 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	191,8	194,1
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	83,4	86,3
Prêts automobiles indirects	23,8	24,2
Lignes de crédit non garanties	9,9	10,1
Cartes de crédit	17,9	18,1
Autres prêts aux particuliers	8,3	8,3
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux PME)	74,0 \$	75,6 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en \$ US)	150,8 \$ US	153,1 \$ US
Services bancaires personnels	68,5 \$ US	69,2 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	23,0	23,6
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	9,5	9,4
Prêts automobiles indirects	22,5	22,7
Cartes de crédit	12,9	12,8
Autres prêts aux particuliers	0,6	0,7
Services bancaires commerciaux	82,3 \$ US	83,9 \$ US
Immobilier non résidentiel	16,8	16,7
Immobilier résidentiel	5,9	5,9
Commercial et industriel	59,6	61,3
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	45,2	48,4
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en \$)	196,0 \$	201,5 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	51,1 \$	51,3 \$
Autres³	0,5 \$	0,5 \$
Total⁴	656,7 \$	670,0 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises, les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros et les prêts comptabilisés dans le secteur Siège social.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

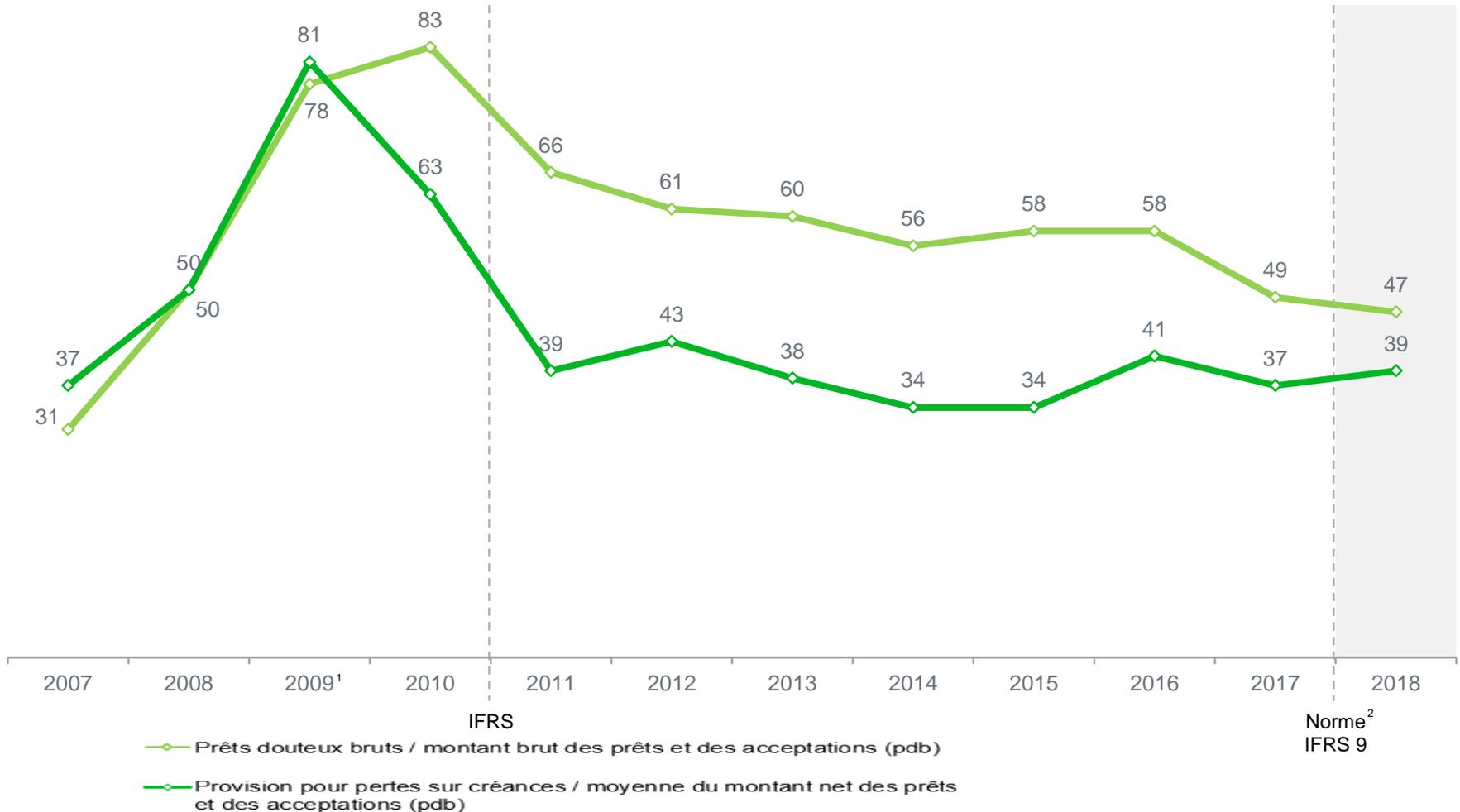
4. Comprend les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.

Solide qualité de crédit



Ratios des prêts douteux bruts et PPC (pdb)



1. Depuis le T1 2009, les titres de créance classés comme prêts et les prêts acquis ayant subi une perte de valeur ne sont pas pris en compte dans les ratios.

2. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2017, la Banque a adopté la norme IFRS 9, qui remplace les lignes directrices de la norme IAS 39. La Banque a pris la décision de ne pas retraiter l'information financière des périodes comparatives et a comptabilisé tout écart d'évaluation entre les valeurs comptables antérieures et les nouvelles valeurs comptables au 1^{er} novembre 2017 par un rajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués. Par conséquent, les résultats de l'exercice 2018 reflètent l'adoption de la norme IFRS 9, tandis que les résultats des périodes antérieures reflètent l'application de la norme IAS 39.

Services bancaires personnels au Canada



Services bancaires personnels au Canada	Prêts bruts (en G\$)	T4 2018	
		Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	194 \$	264 \$	0,14 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	86	130	0,15 %
Prêts automobiles indirects	24	69	0,28 %
Cartes de crédit	18	132	0,73 %
Lignes de crédit non garanties	10	31	0,31 %
Autres prêts aux particuliers	9	15	0,17 %
Total des Services bancaires personnels au Canada	341 \$	641 \$	0,19 %
Variation par rapp. au T3 2018	6 \$	53 \$	0,01 %

Faits saillants

- La qualité du crédit reste élevée dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada

Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur par région^{1,2}

	T3 2018			T4 2018		
	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total
Atlantique	61 %	47 %	58 %	62 %	48 %	58 %
C.-B.	49 %	40 %	46 %	50 %	40 %	47 %
Ontario	53 %	43 %	49 %	53 %	44 %	49 %
Prairies	65 %	52 %	60 %	65 %	52 %	60 %
Québec	62 %	54 %	60 %	62 %	54 %	59 %
Canada	56 %	45 %	52 %	56 %	45 %	52 %

1. Le rapport prêt-valeur du portefeuille de CGBI est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} et pondéré en fonction de l'exposition totale. L'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} est une marque de commerce de Teranet Enterprises Inc. et de la Banque Nationale du Canada, dont l'utilisation interne réservée à l'équipe Crédit garanti par des biens immobiliers de La Banque Toronto-Dominion est autorisée en vertu d'une licence.

2. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada



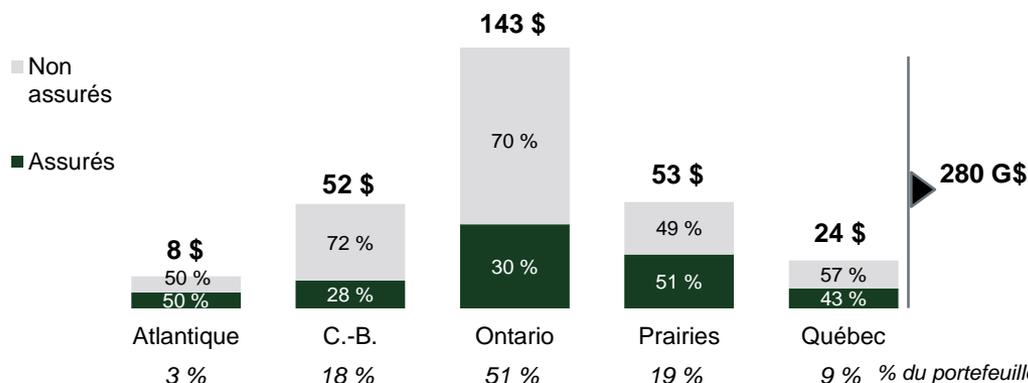
Volumes trimestriels du portefeuille (en G\$)



Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur¹

	T4 2017	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018
Non assurés	50 %	51 %	52 %	52 %	52 %
Assurés	52 %	52 %	52 %	52 %	51 %

Répartition régionale² (en G\$)



Faits saillants

La qualité du crédit du portefeuille de CGBI au Canada demeure solide

- Le rapport prêt-valeur (RPV) du portefeuille de prêts assurés et non assurés est stable
- Moins de 1 % du portefeuille de prêts hypothécaires non assurés a un pointage Beacon de 650 ou moins et un RPV supérieur à 75 %

87 % du portefeuille de CGBI dans la catégorie Amortissables

- 59 % du portefeuille de LDCVD dans la catégorie Amortissables

La qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés est en phase avec le portefeuille global

- Solde brut de 45,5 G\$ pour le crédit garanti par des biens immobiliers consenti aux acheteurs de copropriétés, dont 37 % étant assuré
- Stabilité des prêts consentis pour construction de tours d'unités en copropriété, qui comptent pour environ 1,3 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada

1. Le rapport prêt-valeur du portefeuille de CGBI est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} et pondéré en fonction de l'exposition totale. L'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} est une marque de commerce de Teranet Enterprises Inc. et de la Banque Nationale du Canada, dont l'utilisation interne réservée à l'équipe Crédit garanti par des biens immobiliers de La Banque Toronto-Dominion est autorisée en vertu d'une licence.

2. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Contenu



1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
- 3. Gestion de la trésorerie et du bilan**
4. Annexe

Notes parmi les plus élevées du secteur

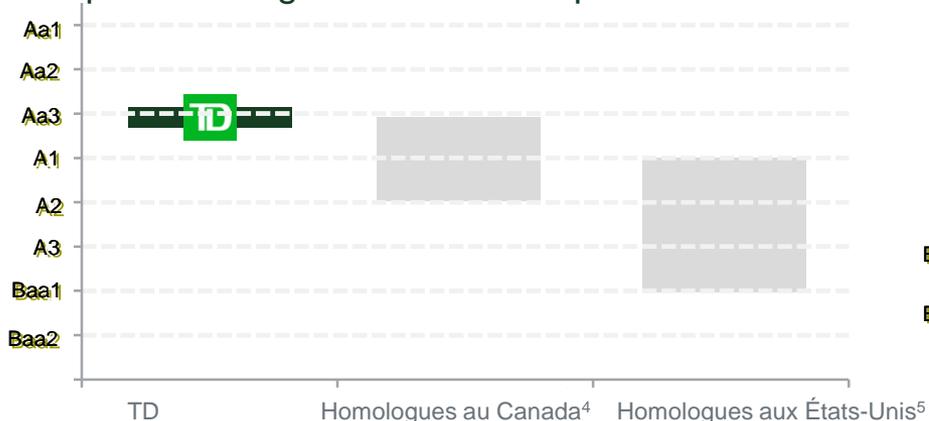


Notes d'émetteur¹

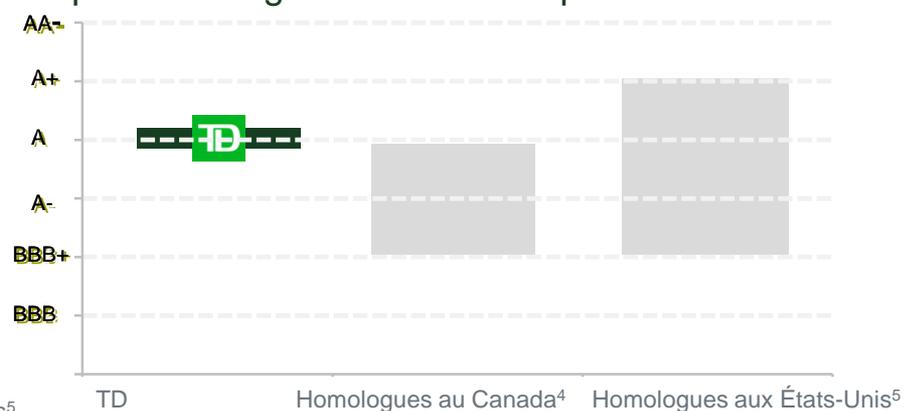
Agences de notation	Notes attribuées aux créances de premier rang ²	Perspective	Notes attribuées aux anciennes créances de premier rang ³
Moody's	Aa3	Stable	Aa1
S&P	A	Stable	AA-
DBRS	Aa (faible)	Positive	AA

Notes par rapport à celles des homologues¹

Notes attribuées par Moody's aux créances de premier rang² de sociétés de portefeuille⁶



Notes attribuées par S&P aux créances de premier rang² de sociétés de portefeuille⁶



1. Voir la note 3 de la diapositive 8.

2. Sous réserve de la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne des banques.

3. Regroupe a) les créances de premier rang émises avant le 23 septembre 2018; et b) les créances de premier rang émises le 23 septembre 2018 ou après cette date qui sont exclues du régime de recapitalisation interne des banques, y compris les créances dont l'échéance initiale est inférieure à 400 jours et la plupart des billets structurés.

4. Les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

5. Les homologues aux États-Unis sont BAC, BBT, C, JPM, PNC, USB et WFC.

6. Les notes tiennent compte des notes attribuées aux créances de premier rang de sociétés de portefeuille.

Assises solides en matière de capitaux propres et de liquidité



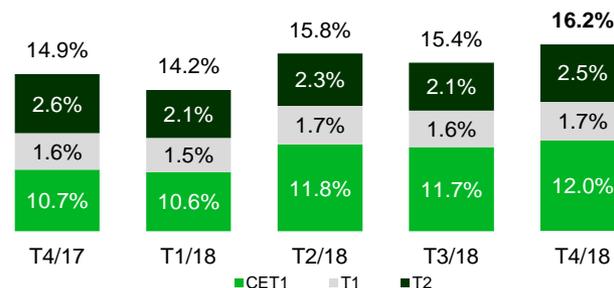
Faits saillants

- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 12,0 %
- Ratio d'endettement de 4,2 %
- Ratio de liquidité à court terme de 129 %
- Annonce d'une modification à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 20 millions d'actions ordinaires supplémentaires, sous réserve des approbations réglementaires
- Ratio des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres de 13,7 % et 16,2 %, respectivement

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO¹

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T3 2018	11,7 %
Production de fonds propres à l'interne	39
Gain actuariel sur les régimes de retraite des employés	6
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et autres – croissance interne	(10)
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T4 2018	12,0 %

Ratio du total des fonds propres¹



1. Les montants sont calculés conformément au dispositif réglementaire de Bâle III et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit (RVC) se fera jusqu'au premier trimestre de 2019. Pour l'exercice 2017, les facteurs scalaires du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio des fonds propres de catégorie 1 et du ratio du total des fonds propres se chiffrent à 72 %, à 77 % et à 81 % respectivement. Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires sont respectivement de 80 %, 83 % et 86 %.

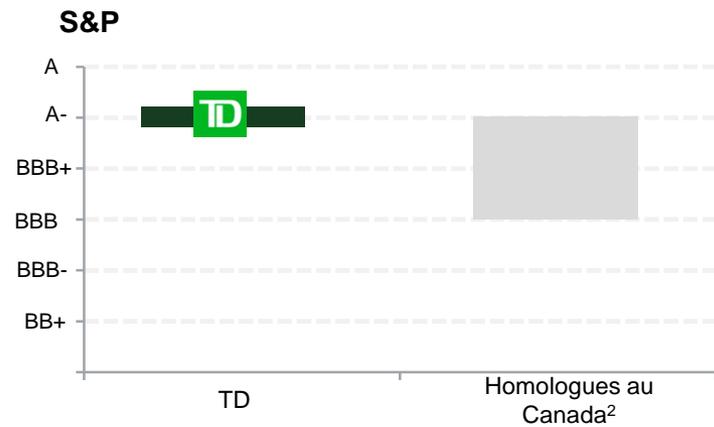
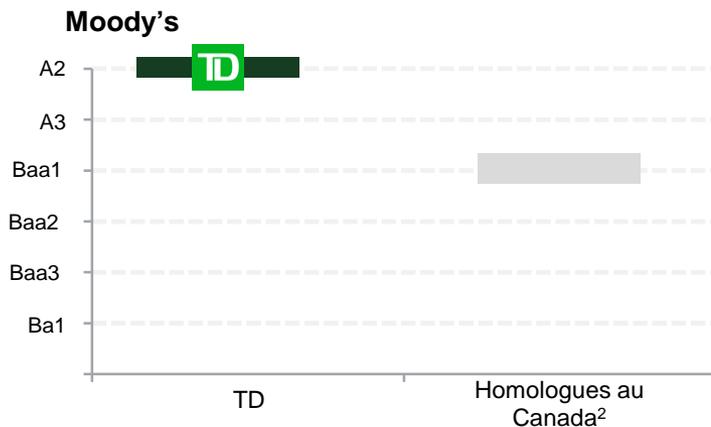
2. Le BSIF a mis en œuvre une méthodologie révisée pour calculer le plancher de fonds propres réglementaires, qui est entrée en vigueur au deuxième trimestre de 2018. Le plancher révisé se fonde sur les approches standards de Bâle II et le coefficient de rajustement du plancher sera intégré sur trois trimestres. Il était de 70 % au deuxième trimestre de 2018, de 72,5 % au troisième trimestre et de 75 % au quatrième trimestre. En vertu de la méthodologie révisée, le plancher de fonds propres n'impose plus de limites à la Banque.

Notations des fonds propres sous forme d'actions non ordinaires parmi les plus élevées

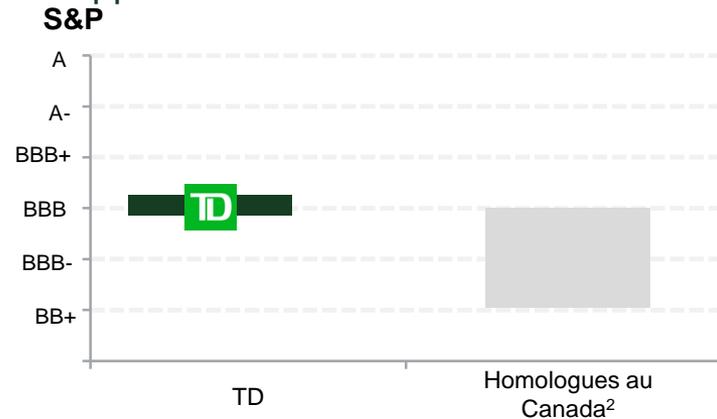
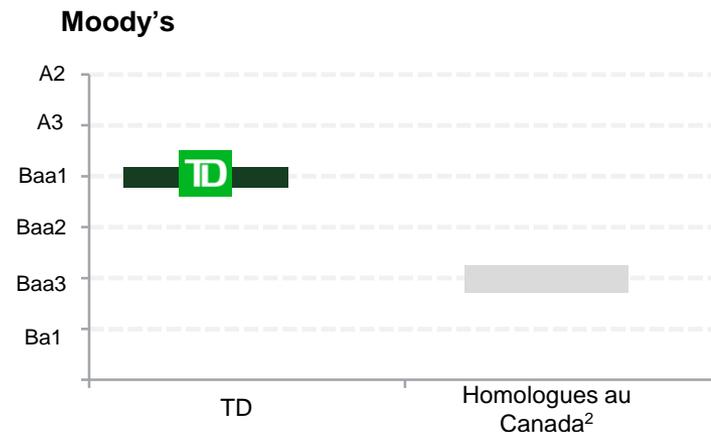


Les notations sont parmi les plus élevées du secteur¹ pour les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2

Notes des titres de créance de second rang de FPUNV de catégorie 2



Notes des actions privilégiées de FPUNV de catégorie 1 supplémentaires



1. Notes des titres de créance de second rang et des actions privilégiées au 31 octobre 2018. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.

2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance de second rang et aux actions privilégiées, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

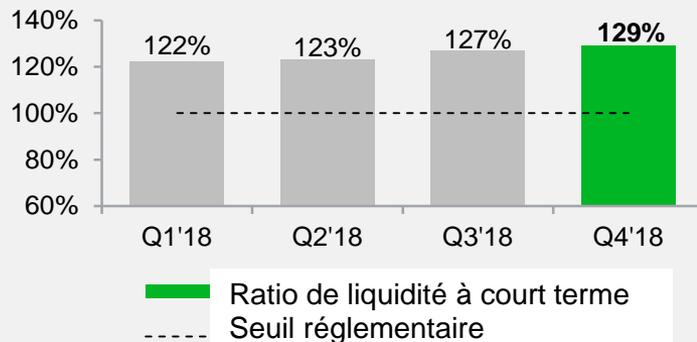
Gestion rigoureuse des liquidités



Cadre de gestion du risque de liquidité

- Cibler un horizon de survie de 90 jours dans des conditions de stress combiné propres à la Banque et à l'échelle du marché, et un coussin minimal par rapport aux exigences réglementaires énoncées dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF.
- Gérer le risque structurel de liquidité grâce à l'appariement du financement à l'échéance de l'actif ou à la capacité d'absorption du marché.
- Maintenir un plan de fonds d'urgence exhaustif afin de rehausser notre capacité à réagir en cas d'éventuels événements de stress des liquidités.

Ratio de liquidité à court terme



Actifs liquides de haute qualité (HQLA)

- La TD détient une variété d'actifs liquides en fonction des besoins de liquidités de l'organisation.
- La moyenne des HQLA admissibles de la Banque aux fins de comptabilisation du ratio de liquidité à court terme pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2018 s'établissait à 206,5 milliards de dollars (31 juillet 2018 – 211,8 milliards de dollars), 80 % étant des actifs de niveau 1 (31 juillet 2018 – 80 %).

- Niveau 1 Trésorerie et réserves à la banque centrale
- Niveau 1 Titres émis/garantis par des États
- Niveau 1 BMD, org. publics et provinces
- Niveau 2A Titres émis/garantis par des États
- Niveau 2A Org. publics, obl. de soc., municip.
- Niveau 2B Actions, titres d'État, RMBS

Moyenne des HQLA au T4 2018
(G\$ CA)

Gestion de la liquidité prudente et conforme à l'appétence au risque

Composition attrayante du bilan¹



Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises

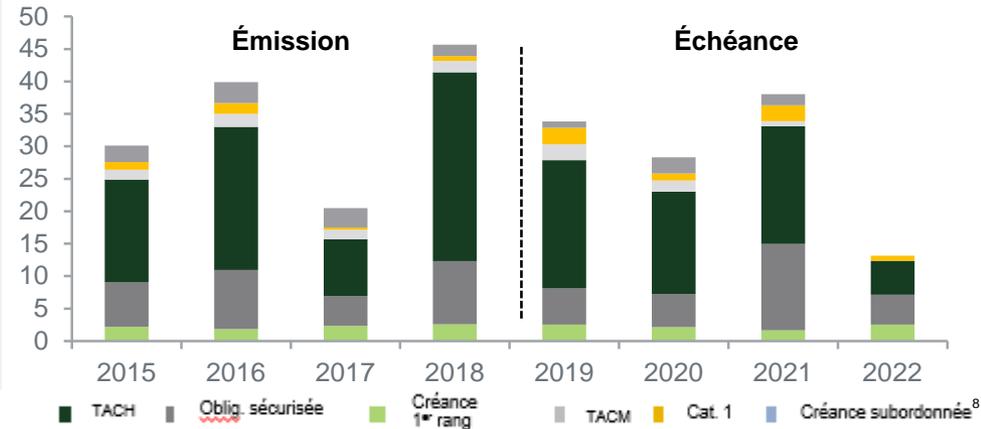
Principales sources de financement de la TD : les dépôts de particuliers et d'entreprises

- Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base stable de dépôts durables et fondés sur la marque

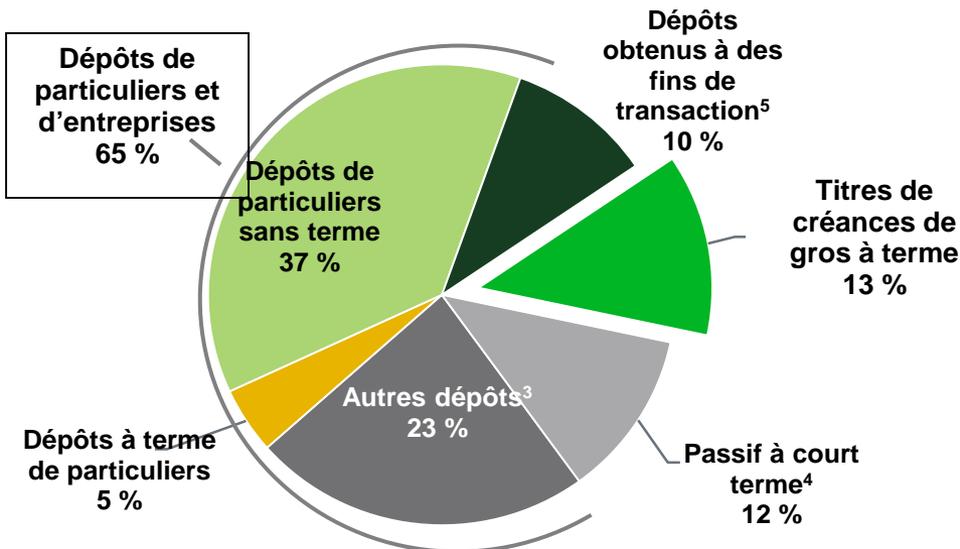
Le profil de financement de gros tient compte de la composition équilibrée de financement garanti et non garanti

Profil des échéances gérable et bien équilibré

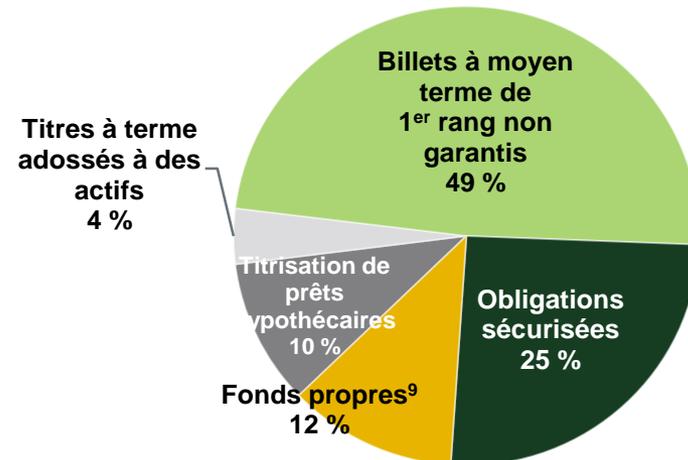
Profil des échéances^{6,7} (en fonction de la première date de rachat à la valeur nominale) (en G\$ CA)



Composition du financement²



Titres de créances de gros à terme



1. Au 31 octobre 2018.
 2. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement comme les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, les activités de regroupement des prêts hypothécaires des Services bancaires de gros, les participations ne donnant pas le contrôle et certains capitaux propres, dont les actions ordinaires et d'autres instruments de capitaux propres.
 3. Les dépôts de banques, d'entreprises et de gouvernements, moins les obligations sécurisées et les billets à moyen terme de premier rang.
 4. Obligations liées à des titres vendus à découvert et à des titres vendus dans le cadre de mises en pension de titres.
 5. Comprend principalement les billets de dépôt au porteur, les certificats de dépôt et le papier commercial.

6. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine. Les titres de créance subordonnés comprennent certains billets de placements privés.
 7. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.
 8. Comprend les actions privilégiées et les instruments novateurs de catégorie 1.
 9. Comprend les actions privilégiées, les instruments novateurs de catégorie 1 et les titres de créances subordonnés.

Répartition des titres de créance de gros à terme¹



Stratégie de financement

Financement à terme de gros au moyen de diverses sources dans les marchés nationaux et internationaux

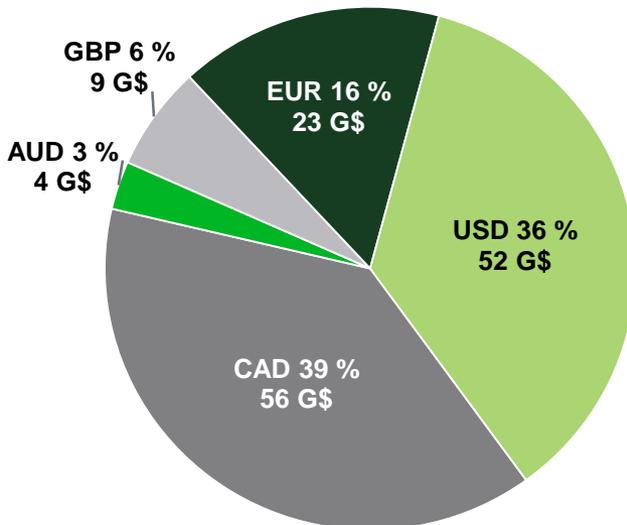
- Le programme d'obligations sécurisées d'une valeur de 50 G\$ CA constitue un volet important de la stratégie de financement mondiale
- Émission programmatique sur le marché américain dans le cadre du programme établi de titres adossés à des créances, soutenu par des créances sur cartes de crédit canadiennes

Élargissement de la clientèle d'investisseurs par la diversification des devises, de la durée et de la structure

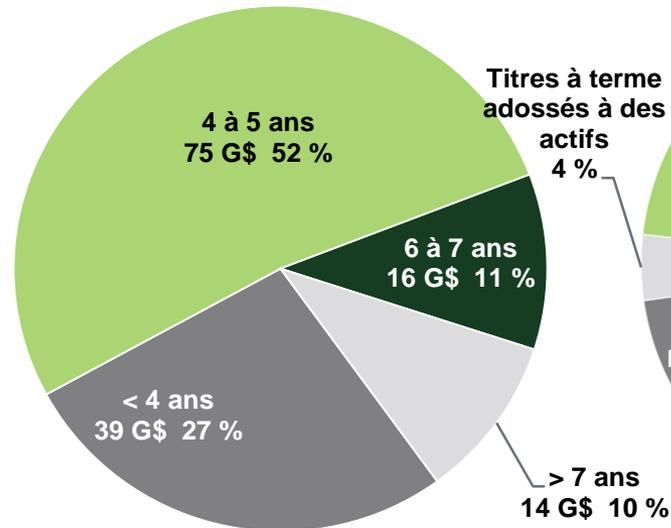
Opérations récentes :

- Opération de 2 milliards de dollars US d'obligations sécurisées de trois ans à 3,350 %
- Opération de 1 milliard de dollars CA sur des billets de dépôt de 2,5 ans à 2,045 %
- Opération de 2 milliards de dollars US sur des billets de premier rang de deux ans, répartis sur deux lots de créances

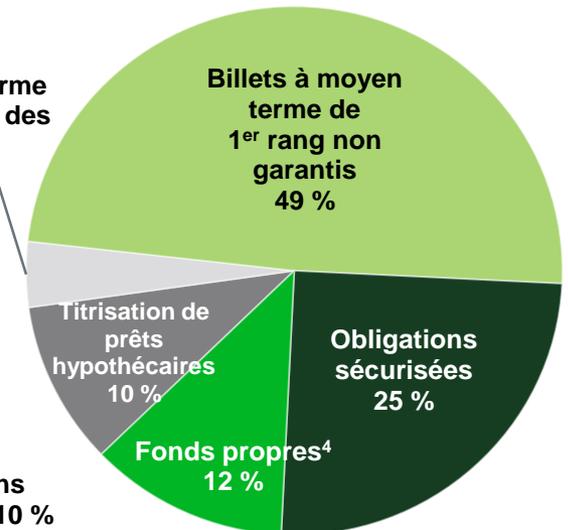
Par devise^{2,3}



Par terme^{2,3}



Titres de créances de gros à terme



1. Au 31 octobre 2018.
 2. À l'exclusion de certains billets de placements privés.
 3. En dollars canadiens.
 4. Comprend les actions privilégiées, les instruments novateurs de catégorie 1 et les titres de créances subordonnés. Les titres de créance subordonnés comprennent certains billets de placements privés.

Aperçu des dépôts



Chef de file national en matière de dépôts

Grand bassin de dépôts de particuliers et d'entreprises comptant pour 65 % du financement total de la Banque

- TD Canada Trust (TDCT) se classe au premier rang pour ce qui est du total des dépôts de particuliers¹
- TDCT demeure un chef de file du service à la clientèle et de la commodité, tirant parti de la force de son modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle pour stimuler la croissance
- Les Services bancaires de détail de la TD aux États-Unis se classent parmi les dix principales banques², comptant plus de 9 millions de clients et des succursales de détail en activité dans 15 États ainsi que dans le District de Columbia

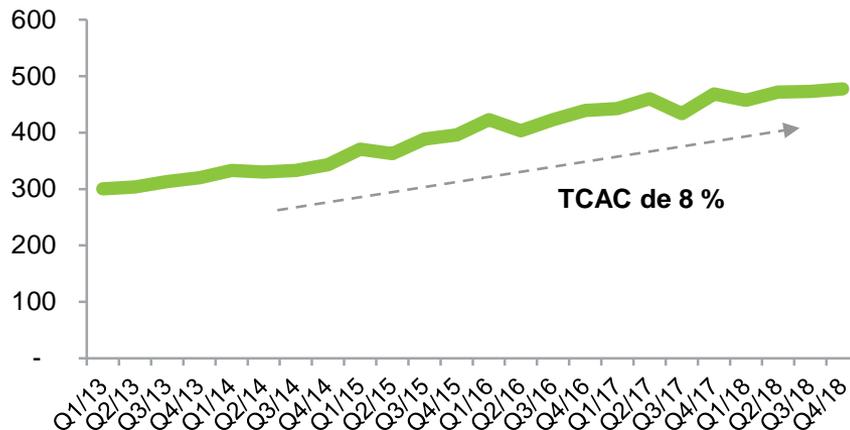
Maintien de la solide croissance des dépôts de particuliers et d'entreprises

- Les dépôts de particuliers ont affiché un TCAC³ de 8 % au cours des cinq dernières années
- Les dépôts d'entreprises ont affiché un TCAC³ de 8 % au cours des cinq dernières années

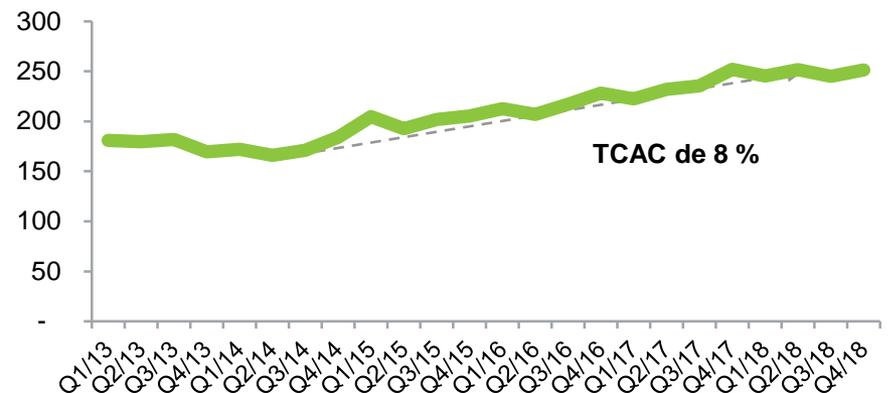
Dépôts obtenus au moyen des Services bancaires personnels et des Services bancaires aux entreprises : toujours la source principale du financement à long terme des actifs détenus à des fins autres que de transaction de la Banque

- Les dépôts permettent à la Banque de gérer ses activités de financement au moyen de divers canaux et devises et divers types de financement des marchés du financement de gros

DÉPÔTS DE PARTICULIERS (EN G\$)



DÉPÔTS D'ENTREPRISES ET DE GOUVERNEMENTS (EN G\$)



1. Le classement quant à la part de marché se fonde sur les données les plus à jour provenant du BSIF selon le rapport Market Share Summary (rapport produit à l'interne) de novembre 2018.
2. Basé sur le total des dépôts au 30 juin 2017. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.
3. « TCAC au cours des cinq dernières années » désigne le taux de croissance annuel composé du T4 2013 au T4 2018 comme présenté.
4. Les dépôts d'entreprises excluent le financement de gros.

Principaux points à retenir

- Solide assise financière
- Notes parmi les plus élevées du secteur
- Gestion proactive et rigoureuse des risques
- Composition attrayante du bilan
- Stratégie de financement diversifiée

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - **Perspectives économiques**
 - Qualité du crédit
 - Obligations sécurisées
 - Régime de capitalisation interne

À l'échelle mondiale : on s'attend à un ralentissement de la croissance

- La croissance mondiale est au ralenti, ce qui a une incidence sur le prix des produits de base et sur la confiance des investisseurs. Elle a atteint son sommet au premier semestre de 2018, à 4 %. Depuis lors, elle a diminué pour s'établir à environ 3,5 % au T3 et devrait se maintenir près de ce niveau en 2019 et en 2020.
- Peu de signes indiquent que l'expansion économique touche à sa fin, mais les risques à la baisse pesant sur les perspectives se sont accrus. Les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium imposés en mars par les États-Unis ont entraîné un net renversement de l'optimisme des entreprises et de la croissance des volumes commerciaux à l'échelle mondiale. L'escalade qui s'est produite depuis lors, en particulier avec la Chine, menace de retarder les investissements mondiaux.

États-Unis : l'économie américaine atteint des sommets

- L'économie américaine affiche de loin la croissance la plus élevée parmi les pays du G7. Les réductions du taux d'imposition et les dépenses gouvernementales ont poussé l'expansion américaine à une moyenne de 3,5 % au T2 et au T3. Dans l'ensemble, on s'attend à une croissance du PIB réel de 2,9 % en 2018, passant à 2,6 % en 2019 et à 1,9 % en 2020, à mesure que les mesures de relance budgétaire s'estomperont.
- La montée des tensions commerciales avec la Chine et l'incertitude entourant la politique budgétaire constituent les principaux risques à la baisse qui pèsent sur les perspectives aux États-Unis. Pour 2019, la politique commerciale est en tête de liste, mais d'ici 2020, le potentiel de fortes réductions automatiques des dépenses pourrait peser considérablement sur les perspectives.

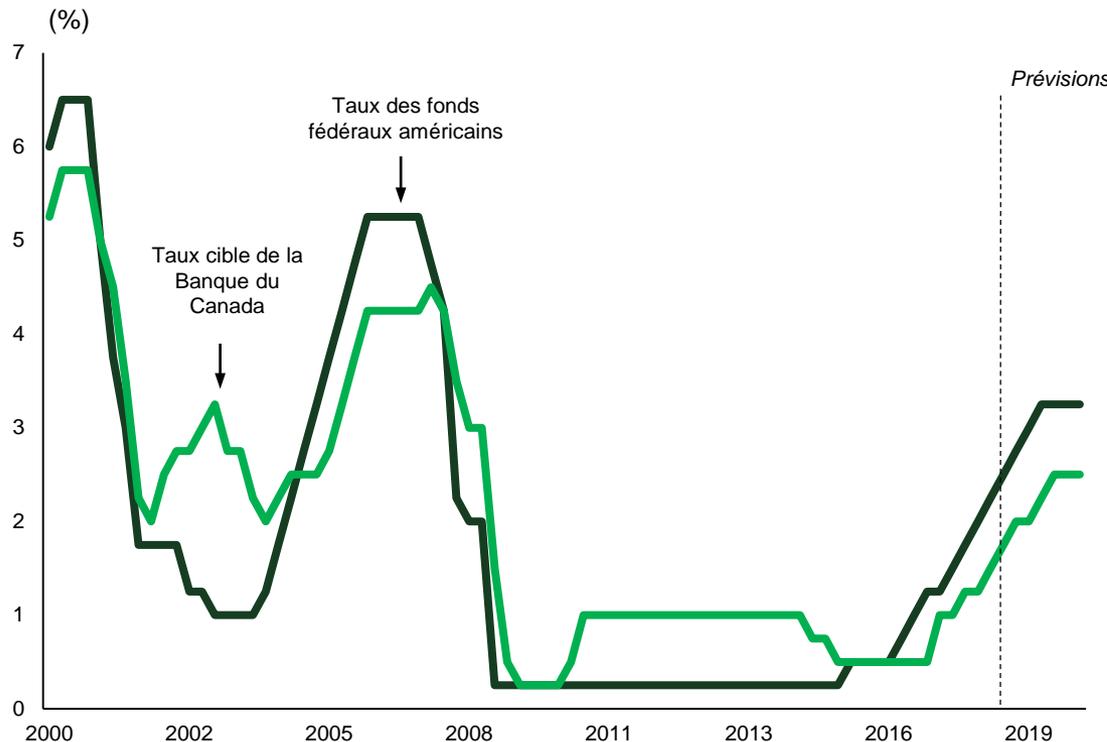
Canada : légère croissance à court terme en raison des difficultés du secteur pétrolier

- L'imposition d'un plafond de production de pétrole brut en raison des prix historiquement bas du pétrole lourd pèsera sur la croissance économique à court terme au Canada. On ne s'attend pas à ce que cette tendance se maintienne jusqu'en 2019, ce qui permettra à la croissance économique de s'améliorer pour atteindre environ 2 % au cours de la prochaine année.
- La réduction des risques liés à la politique commerciale et l'entrée en vigueur de l'AEUMC contribuent à l'expansion économique et permettent une rotation des moteurs de croissance économique au Canada. Il s'agit d'un développement crucial, car les dépenses de consommation et la construction résidentielle affichent une croissance modeste en raison de la hausse des coûts du service de la dette.

Perspectives relatives aux taux d'intérêt



Taux d'intérêt au Canada et aux É.-U.



- La Réserve fédérale devrait relever les taux d'intérêt une fois en décembre, puis trois fois de plus en 2019, ce qui portera le taux des fonds fédéraux à 3,25 % d'ici la fin de 2019.
- La Banque du Canada devrait maintenir son taux à 1,75 % à son annonce de décembre, puis l'augmenter à trois reprises en 2019, de sorte à établir le taux de financement à un jour à 2,50 %.

On s'attend à d'autres hausses des taux d'intérêt

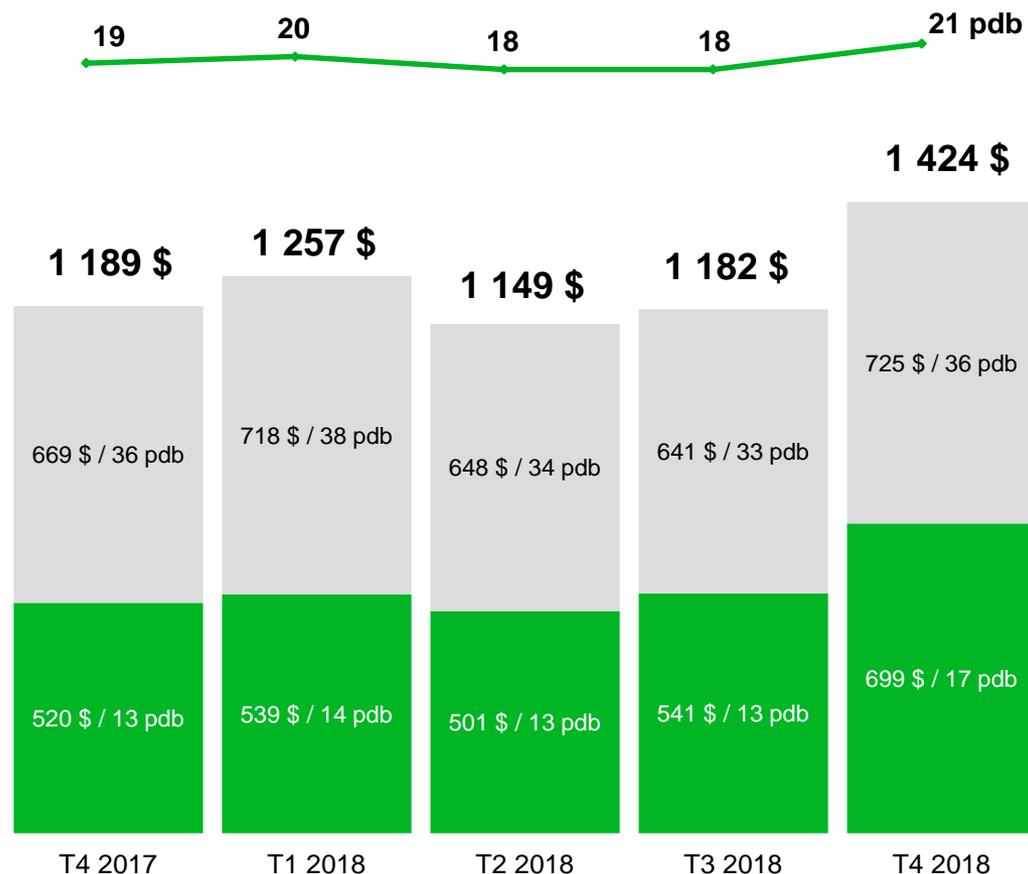
Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le <https://www.td.com/francais/services-economiques/economiques.jsp>

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - **Qualité du crédit**
 - Obligations sécurisées
 - Régime de capitalisation interne

Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Augmentation des formations de prêts douteux de 3 pdb sur trois mois, attribuable :
 - aux nouvelles formations dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada pour lequel on s'attend à des pertes sur créances négligeables
 - aux tendances saisonnières influant sur les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts auto aux États-Unis

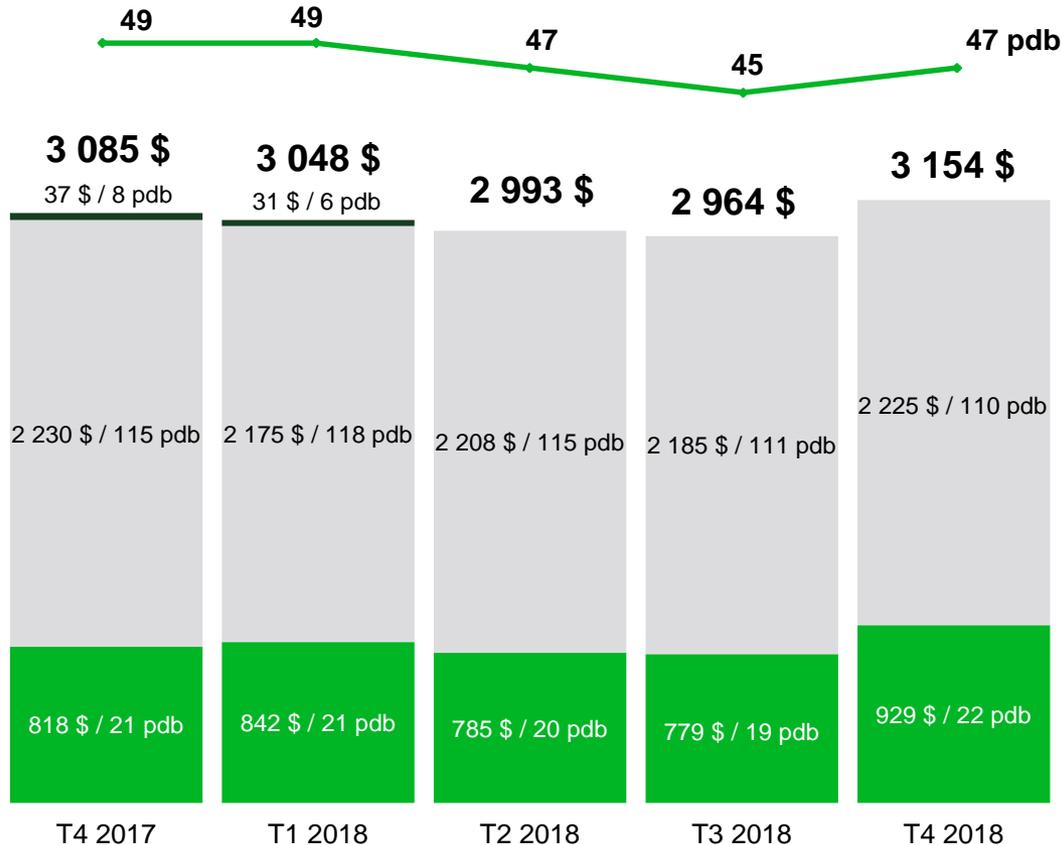
1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et, avant le 1^{er} novembre 2017, des titres de créance classés comme prêts en vertu de la norme IAS 39.

2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

Prêts douteux bruts par portefeuille



Prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Augmentation des prêts douteux bruts de 190 M\$ sur 3 mois, dont :
 - 97 M\$ dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada
 - 33 M\$ US dans le portefeuille de cartes de crédit aux États-Unis en raison de tendances saisonnières
 - 30 M\$ en raison de l'incidence des taux de change

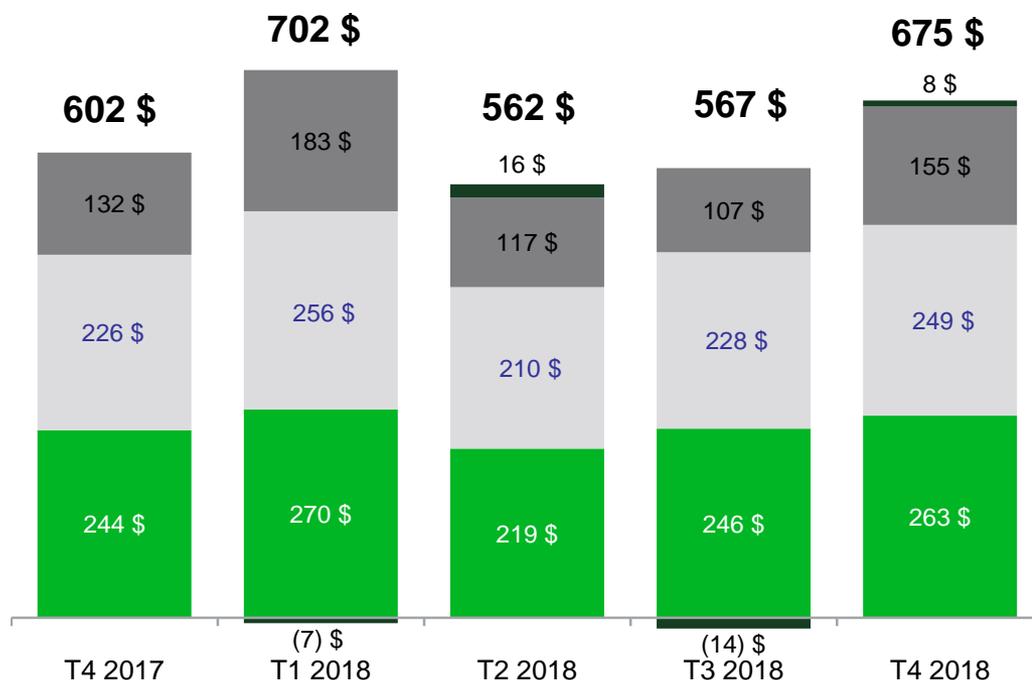
- Services de détail au Canada
- Services de détail aux États-Unis
- Services bancaires de gros

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et, avant le 1^{er} novembre 2017, des titres de créance classés comme prêts en vertu de la norme IAS 39.
 2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

Provisions pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



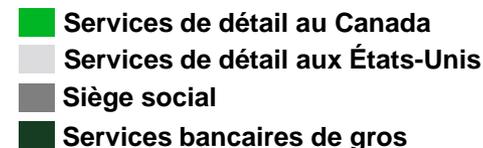
PPC¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Hausse de la PPC de 108 M\$ sur trois mois, dont :
 - 60 M\$ US dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts automobiles indirects en raison de tendances saisonnières
 - 22 M\$ dans le portefeuille des Services bancaires de gros en raison principalement d'un avantage à la période précédente
 - l'incidence ponctuelle des améliorations apportées à la méthodologie dans le portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers au Canada

Ratio PPC	T4 2017	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018
Services de détail au Canada	25	27	23	24	25
Services de détail aux États-Unis (net) ³	49	54	46	47	50
Services de détail aux États-Unis (brut) ⁴	76	93	72	69	81
Services bancaires de gros	0	(6)	13	(11)	6
Banque – Total	39	45	36	35	41



1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les éléments à noter et les titres de créance classés comme prêts en vertu de la norme IAS 39 au T4 2017.

2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

3. Le ratio PPC net des Services bancaires de détail aux États-Unis exclut les pertes sur créances associées à la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.

4. Le ratio PPC brut des Services bancaires de détail aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.

Provisions pour pertes sur créances (PPC)^{1,2} par secteur d'exploitation



PPC (en M\$ CA)	Norme IAS 39		Norme IFRS 9	
	T4 2017	T3 2018	T4 2018	
Banque – Total	602 \$	567 \$	675 \$	
Prêts douteux	557 \$	536 \$	564 \$	
Prêts productifs	45	31	111	
Services de détail au Canada	244 \$	246 \$	263 \$	
Prêts douteux	244	226	245	
Prêts productifs	N. d.	20	18	
Services de détail aux États-Unis	226 \$	228 \$	249 \$	
Prêts douteux	209	191	210	
Prêts productifs	17	37	39	
Services bancaires de gros	– \$	(14) \$	8 \$	
Prêts douteux	-	-	-	
Prêts productifs	N. d.	(14)	8	
Siège social	132 \$	107 \$	155 \$	
<small>Comprend la quote-part des partenaires du portefeuille de cartes stratégiques aux É.-U.</small>				
Prêts douteux	104	119	109	
Prêts productifs	28	(12)	46	

Faits saillants

- PPC pour prêts douteux stable dans l'ensemble sur 3 mois et sur 12 mois
- PPC pour prêts productifs en hausse sur 3 mois, attribuable :
 - au secteur Siège social, en raison de la quote-part des partenaires du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis
 - à un avantage à la période précédente dans le secteur des Services bancaires de gros

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les éléments à noter et les titres de créance classés comme prêts en vertu de la norme IAS 39 au T4 2017.

2. PPC – prêts douteux : représentent la PPC à l'étape 3 en vertu de la norme IFRS 9; PPC – prêts productifs : représentent les actifs financiers, les engagements de prêts et les garanties financières aux étapes 1 et 2.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	Prêts bruts / AB (en G\$)	T4 2018	
		(en G\$)	Prêts douteux bruts / Prêts (en M\$)
Services bancaires commerciaux ¹	76 \$	288 \$	0,38 %
Services bancaires de gros	51	-	0,00 %
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	127 \$	288 \$	0,23 %
Variation par rapp. au T3 2018	1 \$	97 \$	0,08 %

Répartition par secteur ¹	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)
Immobilier résidentiel	18,6 \$	9 \$
Immobilier non résidentiel	14,1	4
Services financiers	24,7	2
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	10,9	10
Pipelines, pétrole et gaz	6,4	35
Métaux et mines	1,9	17
Foresterie	0,6	1
Produits de consommation ²	5,8	14
Industriel / manufacturier ³	7,0	158
Agriculture	7,7	6
Industrie automobile	8,7	9
Autres ⁴	20,7	23
Total	127,1 \$	288 \$

Faits saillants

- Maintien du bon rendement des portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada
- Hausse des prêts douteux bruts attribuable aux nouvelles formations dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada pour lequel on s'attend à des pertes sur créances négligeables

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux PME et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.

2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

4. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – \$ US



Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	Prêts bruts (en G\$)	T4 2018	
		(en G\$)	Prêts douteux bruts / prêts (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	23 \$	338 \$	1,47 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ²	9	650	6,93 %
Prêts automobiles indirects	23	169	0,75 %
Cartes de crédit	13	244	1,90 %
Autres prêts aux particuliers	1	6	0,92 %
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	69 \$	1 407 \$	2,04 %
Variation par rapport au T3 2018 (\$ US)	-	10 \$	-
Opérations de change	22 \$	446 \$	
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	91 \$	1 853 \$	2,04 %

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour³

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^e rang	Total
> 80 %	3 %	6 %	13 %	5 %
De 61 à 80 %	37 %	31 %	53 %	38 %
<= 60 %	60 %	63 %	34 %	57 %
Cotes FICO actuelles > 700	90 %	90 %	87 %	90 %

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

3. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter d'août 2018. Cotes FICO mises à jour en septembre 2018.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – \$ US



Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	T4 2018		
	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / Prêts
Immobilier commercial	23 \$	101 \$	0,45 %
Immobilier non résidentiel	17	79	0,47 %
Immobilier résidentiel	6	22	0,37 %
Commercial et industriel	61	182	0,30 %
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	84 \$	283 \$	0,34 %
Variation par rapport au T3 2018 (\$ US)	2 \$	-	-
Opérations de change	26 \$	89 \$	
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	110 \$	372 \$	0,34 %

Faits saillants

- Maintien de la bonne qualité du crédit des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)	Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	5,4 \$	52 \$	Santé et services sociaux	9,4 \$	9 \$
Services de détail	5,3	11	Services professionnels et autres	7,5	36
Appartements	5,2	10	Produits de consommation ²	6,5	39
Résidentiel à vendre	0,1	2	Industriel/manufacturier ³	6,8	30
Industriel	1,2	2	Gouvernement/secteur public	9,5	6
Hôtels	0,8	11	Services financiers	3,6	22
Terrains commerciaux	0,1	9	Industrie automobile	3,2	8
Autres	4,5	4	Autres ⁴	14,8	32
Total Immobilier commercial	22,6 \$	101 \$	Total Commercial et industriel	61,3 \$	182 \$

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

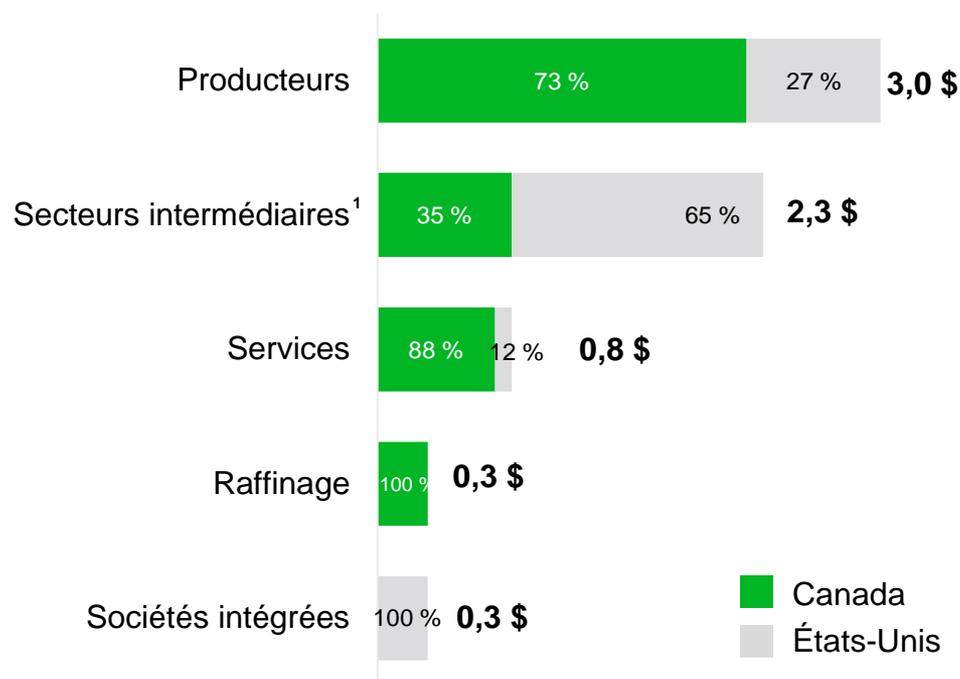
3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

4. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Exposition au secteur du pétrole et du gaz



Solde des prêts aux entreprises et des prêts commerciaux par segment (en G\$)



1. Le segment intermédiaire comprend les pipelines, le transport et le stockage.

2. Les provinces touchées par la chute des prix du pétrole sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador.

Faits saillants

- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers continue de représenter moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts
 - Prêts douteux dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux à 35 M\$; nul dans le secteur des Services bancaires de gros
 - Le solde des prêts aux producteurs exposés au Western Canadian Select représente 0,09 % du total des prêts et des acceptations bruts, dont 83 % est de qualité supérieure
- Exclusion faite du crédit garanti par des biens immobiliers, les prêts à la consommation et les prêts des Services bancaires aux PME dans les provinces touchées² représentent 2 % du montant brut des prêts et des acceptations
 - Les pertes liées aux prêts à la consommation dans les régions sensibles aux prix du pétrole demeurent stables

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - Qualité du crédit
 - **Obligations sécurisées**
 - Régime de capitalisation interne

Programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées



Faits saillants

Panier de sûretés	<ul style="list-style-type: none"> ■ Immeuble résidentiel de quatre unités d'habitation ou moins situé au Canada ■ Actifs ordinaires de premier rang non assurés dont le rapport prêt-valeur initial est de 80 % ou moins 		
Risques liés au marché du logement	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'évaluation la plus récente du bien immobilier doit être redressée au moins une fois par trimestre pour tenir compte des rajustements de prix ultérieurs à l'aide de la méthode d'indexation 		
Tests et améliorations du crédit	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="523 546 1151 749"> <ul style="list-style-type: none"> ■ Test de couverture par l'actif ■ Test de l'amortissement ■ Calcul aux fins d'évaluation ■ Niveau de surdimensionnement </td> <td data-bbox="1151 546 1858 749"> <ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de l'actif ■ Fonds de réserve ■ Liquidité avant l'échéance ■ Limite d'émission du BSIF par rapport aux obligations en circulation </td> </tr> </table>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Test de couverture par l'actif ■ Test de l'amortissement ■ Calcul aux fins d'évaluation ■ Niveau de surdimensionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de l'actif ■ Fonds de réserve ■ Liquidité avant l'échéance ■ Limite d'émission du BSIF par rapport aux obligations en circulation
<ul style="list-style-type: none"> ■ Test de couverture par l'actif ■ Test de l'amortissement ■ Calcul aux fins d'évaluation ■ Niveau de surdimensionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de l'actif ■ Fonds de réserve ■ Liquidité avant l'échéance ■ Limite d'émission du BSIF par rapport aux obligations en circulation 		
Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs	<ul style="list-style-type: none"> ■ Au moins deux agences de notation doivent en tout temps avoir des cotes courantes attribuées aux obligations en circulation ■ Tous les éléments déclencheurs doivent être établis en fonction des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Remplacement d'autres contreparties • Création du fonds de réserve • Notations de pré-échéance • Période de regroupement d'espèces permise 		
Risques liés aux taux d'intérêt et au change	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gestion des risques liés aux taux d'intérêt et au change : <ul style="list-style-type: none"> • Swap de taux d'intérêt • Swap d'obligations sécurisées 		
Exigences de divulgation continue	<ul style="list-style-type: none"> ■ Rapports mensuels aux investisseurs publiés sur le site Web du programme ■ Divulgation claire des faits importants dans le document d'appel public à l'épargne 		
Audit et conformité	<ul style="list-style-type: none"> ■ Exécution annuelle de procédures d'audit précises par un surveillant du panier de sûretés agréé ■ Émission d'un certificat de conformité annuelle à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) 		

Programme législatif d'obligations sécurisées de la TD



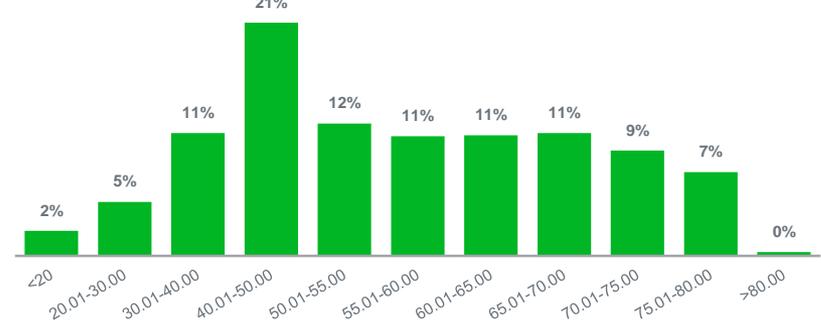
Faits saillants du programme d'obligations sécurisées de la TD

- La valeur du programme législatif d'obligations sécurisées de la TD est de 50 G\$ CA.
- L'émission d'obligations sécurisées pour les émetteurs canadiens est régie par les lignes directrices de la SCHL.
- Seuls les actifs immobiliers résidentiels canadiens non assurés sont admissibles; le panier ne contient aucun actif étranger.
- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires avec amortissement.
- Solides notes de crédit : Aaa / AAA¹
- Les émissions sont plafonnées à 4 % de l'actif total², soit environ 51 G\$ CA pour la TD.
- La valeur en capital globale des obligations sécurisées en circulation de la TD s'élève à environ 36,1 G\$ CA pour le programme législatif, soit environ 2,9 % de l'actif total de la Banque. Il y a une marge de manœuvre pour de futures émissions.
- Depuis janvier 2017, la TD souscrit aux exigences Covered Bond Label³ et ses rapports sont produits selon le modèle harmonisé pour la transparence (HTT).

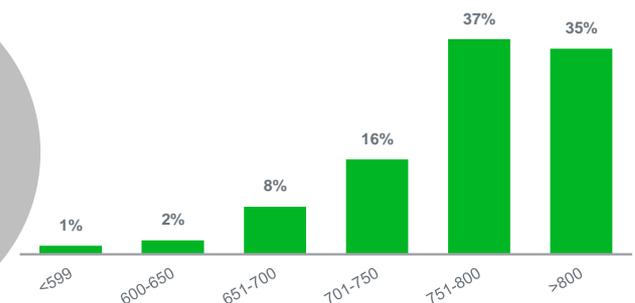
Panier de sûretés au 31 octobre 2018

- Prêts hypothécaires résidentiels ordinaires canadiens de premier rang et de première qualité initiés par la TD.
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 54 %⁴.
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 771.

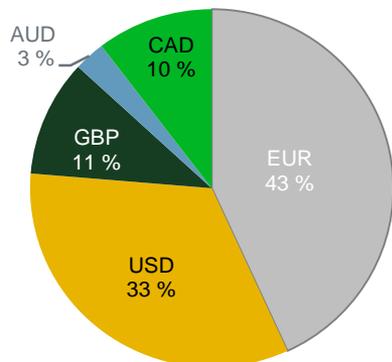
RPV actuel



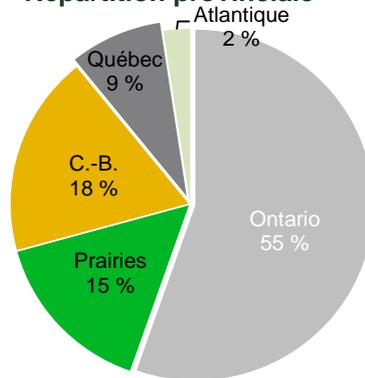
Cote de crédit



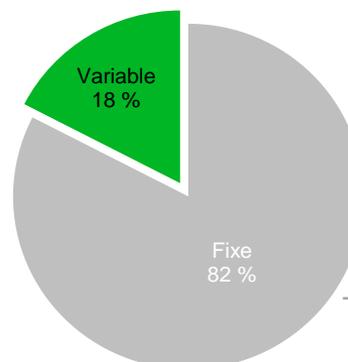
Émissions



Répartition provinciale



Type de taux d'intérêt



1. Notes de Moody's et de DBRS, respectivement. Notes attribuées au programme d'obligations sécurisées au 31 octobre 2018. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
 2. L'actif total est établi en fonction de la lettre du BSIF datée du 19 décembre 2014 relativement au calcul de la limite révisée d'obligations sécurisées pour les institutions de dépôt émettant des obligations sécurisées.
 3. La Covered Bond Label Foundation et ses sociétés affiliées ne sont pas associées aux obligations sécurisées de la TD; elles ne les approuvent pas et elles ne formulent aucune recommandation à leur égard.
 4. Le rapport prêt-valeur actuel est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale et pondéré en fonction du solde.

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - Qualité du crédit
 - Obligations sécurisées
 - **Régime de capitalisation interne**

Outils de règlement de la SADC



Outils de règlement

- **Remboursement des dépôts assurés** – en cas de fermeture d'une banque en faillite, la SADC rembourserait tous les dépôts assurés jusqu'à concurrence de 100 000 \$.
- **Vente forcée d'une banque en faillite** – lorsqu'un acheteur se serait manifesté, la SADC prendrait temporairement le contrôle de la banque en faillite, le temps que soit conclue la vente, afin d'assurer le maintien des services bancaires et la protection des dépôts assurés.
- **Institution-relais** – la SADC prendrait temporairement le contrôle de la banque en faillite et transférerait la totalité ou une partie des activités de la banque en faillite à une institution-relais, dont elle serait la propriétaire à titre temporaire, le temps de trouver un acheteur ou une solution émanant du secteur privé. Le transfert permet d'assurer le maintien des services bancaires essentiels et la protection des dépôts assurés.
- **Soutien financier** – la SADC pourrait offrir un soutien financier seulement ou avec d'autres outils de règlement. Ce soutien pourrait se faire sous forme de prêt, de garantie, de dépôt, d'entente de partage des pertes ou d'acquisition d'actions.
- **Régime de recapitalisation interne** – la SADC prendrait temporairement le contrôle d'une banque en faillite et convertirait en actions ordinaires certains ou la totalité de ses titres de créance pour la recapitaliser et l'aider à redevenir viable.

Mise en œuvre du régime de recapitalisation interne



Aperçu de la réglementation

- Le 18 avril 2018, le gouvernement du Canada a publié son Règlement définitif en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* et de la *Loi sur les banques*, expliquant en détail le régime de recapitalisation interne des banques ainsi que sa ligne directrice définitive relative à la capacité totale d'absorption des pertes (norme CTAP).
- Le Règlement sur l'émission en vertu de la *Loi sur les banques* et le Règlement sur la conversion en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* sont entrés en vigueur le **23 septembre 2018**.
- Toutes les banques d'importance systémique nationale (BISN) canadiennes devront se conformer à la ligne directrice CTAP d'ici au **1^{er} novembre 2021**.
- La loi s'appuie sur la trousse d'outils de règlement existante de la SADC pour lui permettre de prendre le contrôle temporaire d'une BISN défailante et accorde à la SADC le pouvoir légal de convertir certaines de ses créances admissibles en actions ordinaires de la banque au moment de la non-viabilité.
- Conformément à la ligne directrice CTAP, le BSIF a avisé la TD en août 2018 de l'établissement d'un ratio cible réglementaire CTAP de 23,0 % (21,5 % plus une réserve pour stabilité intérieure de 1,5 %) pour les actifs pondérés en fonction des risques tenant compte de la réserve pour stabilité intérieure.

Aperçu du régime de recapitalisation interne



Portée du régime de recapitalisation interne

- **Passifs visés.** Créances à long terme de premier rang non garanties (durée initiale jusqu'à l'échéance d'au moins 400 jours) négociables et transférables (CUSIP, ISIN ou autre identification similaire) et émises le 23 septembre 2018 ou après¹. Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, les BISN canadiennes ne peuvent pas choisir d'émettre des créances de premier rang non garanties qui ne sont pas visées par le régime de recapitalisation interne.
- **Passifs exclus.** Les dépôts des clients (y compris les comptes-chèques, les comptes d'épargne et les dépôts à terme comme les CPG), les passifs garantis (p. ex. les obligations sécurisées), les titres adossés à des créances mobilières et la plupart des billets structurés².
- Tous les éléments de passif visés, y compris ceux assujettis à une réglementation étrangère, sont sujets à conversion et doivent indiquer dans leurs conditions contractuelles que le titulaire du passif est lié par l'application de la *Loi sur la SADC*.

Modalités de la conversion aux fins de recapitalisation interne

- **Modalités de conversion flexible.** La SADC peut, à sa discrétion, décider de la quantité de créances admissibles devant être converties ainsi que du multiplicateur de conversion approprié³ de sorte à respecter la hiérarchie des créanciers et à opter pour un multiplicateur plus favorable que celui offert aux investisseurs de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).
- **Aucun élément déclencheur contractuel.** La conversion aux fins de la recapitalisation interne est assujettie à la détermination réglementaire de la non-viabilité, et non pas à un élément déclencheur établi.
- **Conversion de la totalité des FPUNV.** Il doit y avoir conversion de la totalité des instruments constituant des FPUNV avant que des créances de recapitalisation interne ne soient converties. Grâce à d'autres outils de règlement, les détenteurs d'anciens instruments de capital autres que des FPUNV pourraient également subir des pertes, ce qui ferait en sorte que les détenteurs de billets de recapitalisation interne bénéficieraient d'un traitement plus favorable que les détenteurs d'instruments de rang inférieur.
- **Principe « No Creditor Worse Off ».** La SADC indemniserait les investisseurs s'ils se retrouvent dans une situation pire dans le cadre d'une recapitalisation interne que si la banque avait été liquidée. Les détenteurs de créances de recapitalisation interne seront *de rang égal* aux détenteurs de titres de premier rang non garantis, notamment de dépôts, aux fins du calcul de la liquidation.
- **Conversion en actions.** Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, la recapitalisation interne est réalisée par la conversion en actions seulement, sans possibilité de dépréciation.

1. Les actions privilégiées et les titres de créance subordonnés autres que des FPUNV émis après le 23 septembre 2018 seraient également visés.

2. Selon la définition donnée dans le règlement sur la recapitalisation interne.

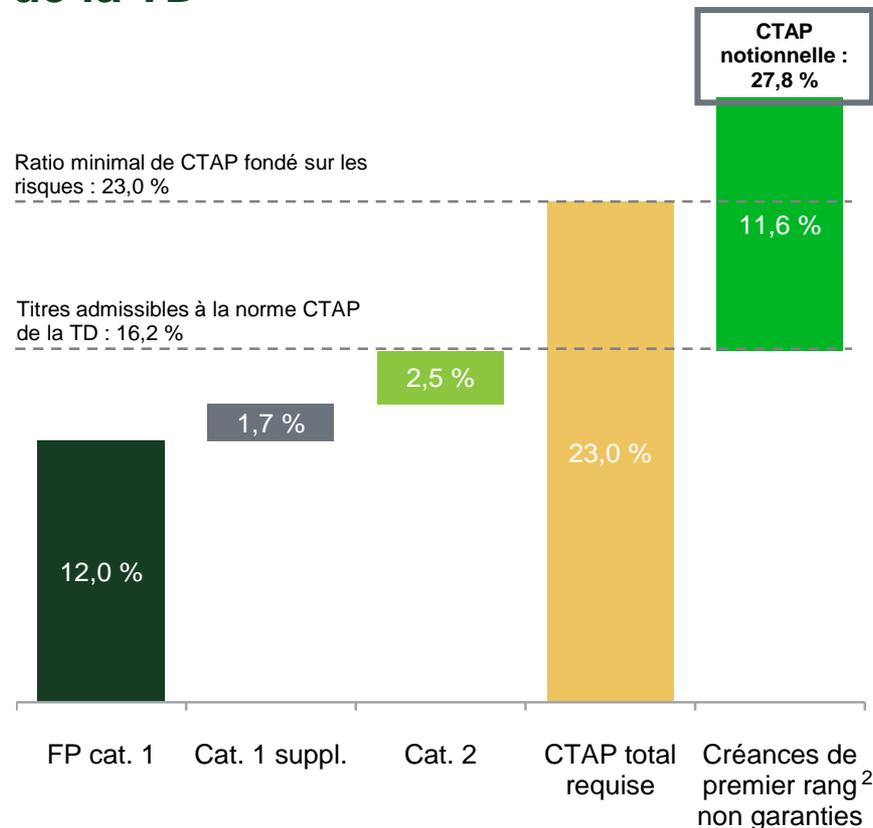
3. Au moment de déterminer le multiplicateur, la SADC doit tenir compte de l'exigence, prévue dans la *Loi sur les banques* (Canada), selon laquelle les banques doivent maintenir un capital suffisant et les instruments de recapitalisation interne de rang égal admissibles doivent être convertis dans la même proportion et recevoir le même nombre d'actions ordinaires par dollar afférent à la créance qui est convertie.

Exigences de la norme CTAP à la TD



- Les BISN canadiennes devront respecter les exigences de leur norme CTAP réglementaire d'ici à la date d'entrée en vigueur du 1^{er} novembre 2021.
- Le BSIF a stipulé que les BISN seraient assujetties à deux ratios réglementaires :
 - Ratio minimal de CTAP fondé sur les risques : **23,0 %** (21,5 % + réserve pour stabilité intérieure de 1,5 %)
 - Ratio de levier CTAP : **6,75 %**
- La TD s'attend à se conformer aux ratios réglementaires de la norme CTAP à sa date d'entrée en vigueur dans le cadre de ses activités courantes, sans avoir à modifier ses pratiques habituelles en matière de financement.
- Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, les BISN canadiennes ne peuvent pas choisir d'émettre des créances de premier rang non garanties qui ne sont pas visées par le régime de recapitalisation interne.

Ratios de capital réglementaires de la TD¹



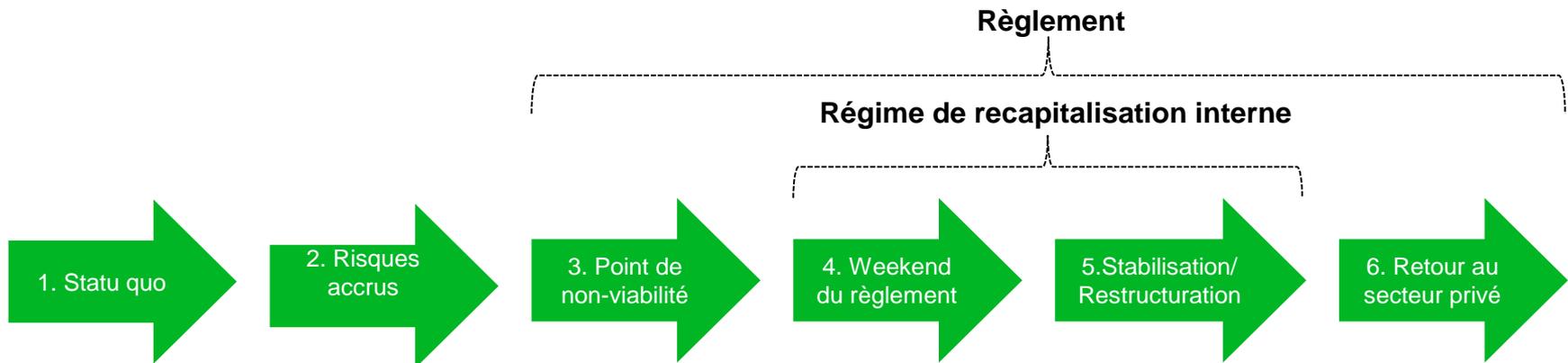
1. Ratios de capital réglementaires au T4 2018.

2. Les titres de créance de premier rang non garantis qui sont impayés comprennent les titres de créance de premier rang non garantis dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours, convertis au taux de change en vigueur le jour de l'émission.

Étapes de règlement aux fins de recapitalisation interne

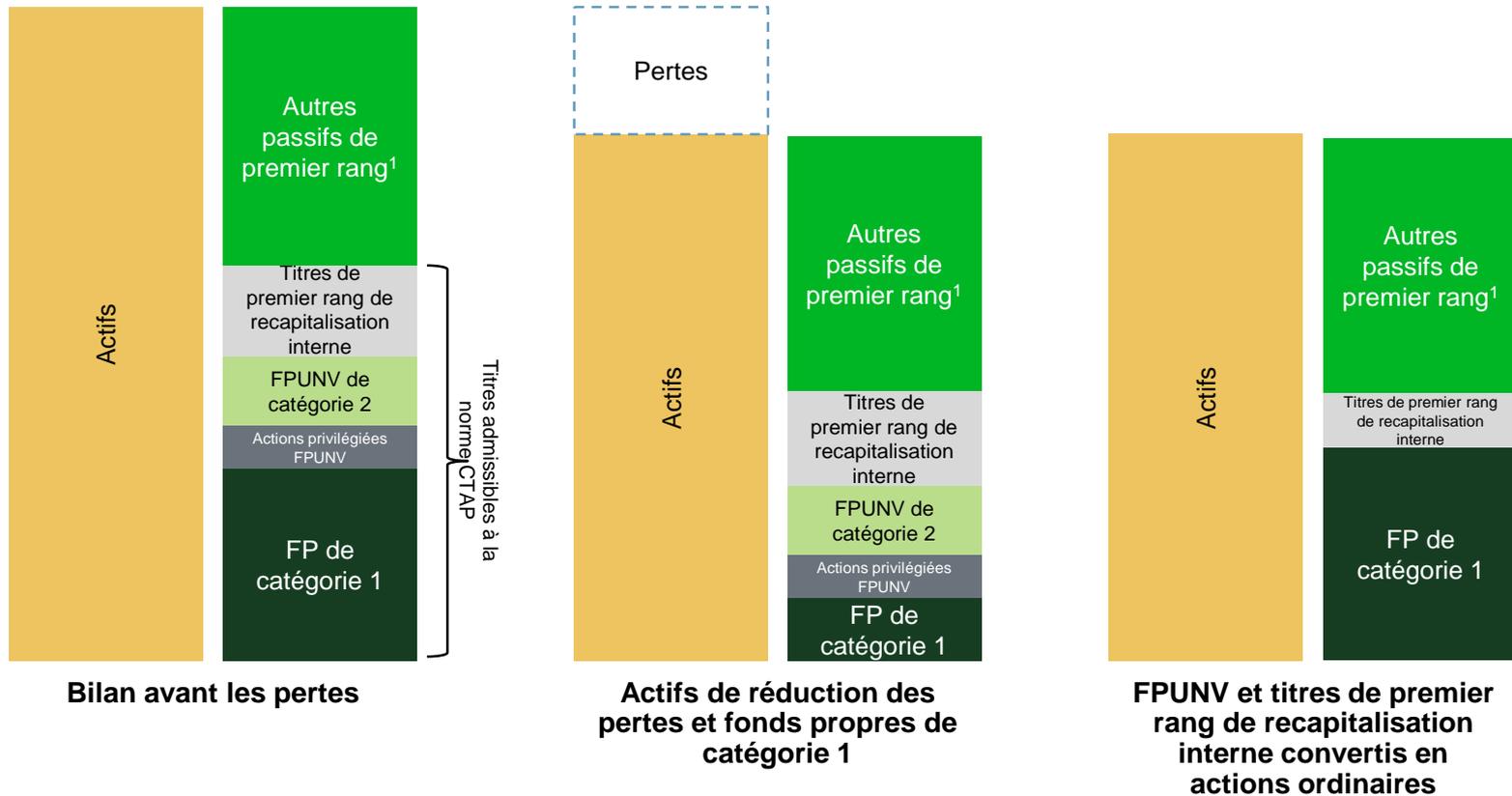


- 10 Le règlement de faillite d'une BISN comporterait plusieurs étapes importantes. Le diagramme ci-dessous illustre les différentes étapes d'un règlement au moyen d'une recapitalisation interne. Il comprend une description de chaque mesure ou situation envisageable à chaque étape.



1. La BISN jouit d'une bonne situation financière.
2. La BISN éprouve de graves difficultés financières et pourrait subir des décotes de la part des agences de notation et avoir du mal à amasser des capitaux ou à obtenir du financement. La BISN peut mettre en œuvre son plan de redressement sous la supervision du BSIF, tandis que la SADC assure un suivi et prend des mesures préparatoires au besoin.
3. Moment où le surintendant des institutions financières conclut que la BISN n'est plus viable ou qu'elle est sur le point de cesser de l'être. Le ministre des Finances recommande au gouverneur en conseil d'autoriser la SADC à prendre temporairement le contrôle de la BISN devenue non viable et d'ordonner à la SADC de procéder à la recapitalisation interne de la banque au moyen de la conversion de certains titres.
4. La SADC prend temporairement la possession de la BISN. La conversion automatique d'instruments constituant des FPUNV en actions ordinaires commence. Les droits de vote des actionnaires ordinaires sont suspendus aussi longtemps que la SADC conserve le contrôle ou la possession de la BISN.
5. Les créances admissibles sont converties aux fins de recapitalisation interne. La SADC décide du montant des créances à transformer en actions ordinaires et du moment de ces conversions. D'autres mesures de restructuration sont prises à cette étape (p. ex., vente d'actifs toxiques). La SADC s'efforcera de ramener la BISN dans le secteur privé le plus vite possible, mais le gouverneur en conseil pourrait l'autoriser à en conserver le contrôle pendant une période maximale de cinq ans.
6. La SADC cède le contrôle de la BISN au secteur privé et les actionnaires ordinaires retrouvent tous leurs droits (vote et autres).

Exemple de l'incidence de la conversion aux fins de recapitalisation interne sur le bilan



Source : Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) – Exemple de conversion (recapitalisation interne)

¹ Passifs de premier rang exclus du régime de recapitalisation interne : dépôts des clients (y compris les comptes-chèques, les comptes d'épargne et les dépôts à terme comme les CPG), passifs garantis (p. ex. les obligations sécurisées), contrats financiers admissibles (p. ex., les instruments dérivés) et la plupart des billets structurés.

Principe « No Creditor Worse Off »

- Dans un scénario où la SADC utilise un outil de règlement pour régler la faillite d'une banque, les actionnaires et les créanciers devraient se trouver dans une meilleure situation financière que si l'institution avait été liquidée.
- Les détenteurs de billets de recapitalisation interne ont droit à une indemnité égale à la différence, si elle est positive, entre la valeur de liquidation estimative et la valeur de règlement estimative des billets de recapitalisation interne estimée par la SADC.
- **Valeur liquidative estimée** – estimation de l'indemnité à laquelle les détenteurs de billets de recapitalisation interne auraient eu droit si l'institution financière avait été liquidée, en supposant que l'institution financière n'aurait reçu aucune aide ni aucun soutien financier de la SADC, de la Banque du Canada, du gouvernement du Canada ou d'une province dans le cadre de cette liquidation.
- **Valeur de résolution estimée** – comprend les deux valeurs suivantes :
 - valeur que la personne conserve au terme du règlement (p. ex., billets de recapitalisation interne non converties en actions ordinaires); et
 - valeur que la personne reçoit dans le cadre du règlement, que ce soit de la SADC, de l'institution financière ou d'un liquidateur (p. ex., actions ordinaires reçues en échange de titres admissibles à la recapitalisation interne ou toute autre somme ou tout autre titre reçu dans le contexte du processus de règlement).

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs





Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T4 2018